

Informations

Correspondance

Ouvrières

SOMMAIRE

LES LUTTES	p I
RHODI. CET.	p 5
lyonnaise	
Rhone Poulenc	p 9
Besançon	p II
ESPAGNE	p 15
lettres	
FINANCES	p 17
CHINE	p 18
FRANCE DES TRAVAILLEURS	p 20
LETRES CORRESPONDANCE	p 24
DISCUSSION	p 25
PUBLICATIONS	p 19-26 & 28

LE NUMÉRO

mensuel

0,60 F
(ou 2 timbres)

NUMERO 59

AVRIL 1967

LES LUTTES

Depuis le début de l'année les luttes ouvrières sont plus fréquentes. "Offensive généralisée contre le patronat", etc. pavoisent tous ceux qui cherchent des "occasions révolutionnaires". "Réponse à l'offensive capitaliste". En fait, la situation des travailleurs et leur lutte sont ce qu'elles sont depuis des années, voire depuis toujours: soumis à l'exploitation capitaliste qui selon les nécessités propres de sa survie (c'est-à-dire de celle de ses dirigeants) se modifie au gré de l'évolution technique et de la concurrence. Le capitalisme privé ou d'état n'est pas autre chose.

Simplement peut-on dire que cette mutation du capitalisme français se fait plus dure à la mesure de l'âpre compétition qui se joue ou va se jouer dans le Marché Commun, entre le Marché Commun et le reste du monde, Angleterre et USA principalement. La seule issue pour une entreprise, c'est de se transformer: soit en améliorant le rendement des techniques utilisées, soit en mettant en oeuvre des techniques plus modernes, soit même d'abandonner une production pour une autre plus "rentable". Peu importe les détails, les formes juridiques ou techniques que prennent ces transformations. Pour le travailleur cela n'a jamais eu qu'une seule et même signification: il doit se plier comme une machine ou une chose à ce que les dirigeants ont imaginé pour se sortir d'affaire eux, leur situation, leur argent, leur profit. Cela peut toucher tous les aspects des conditions de travail: la décision des dirigeants n'est jamais mise en cause; ils doivent sauver leur peau; de même l'essentiel des conséquences pour les travailleurs ne peut être remis en question: les discussions atténuent quelques effets trop criards, seulement d'ailleurs si les travailleurs regimencent. Ainsi les luttes ouvrières paraissent n'apporter que des recettes d'assouplissement à un fonctionnement trop dur du capitalisme.

C'est exactement cet aspect des luttes qu'expriment les syndicats. Il est trop facile de les accuser de trahison, de carence comme s'ils devaient organiser des luttes, voire la révolution. On néglige de comprendre le langage qu'ils tiennent et qui est loin d'être des mots sans signification. Ils s'adressent essentiellement aux dirigeants d'entreprise, aux dirigeants politiques et non aux travailleurs. A ceux-là ils disent "vous portez la responsabilité de la grève par votre mauvaise gestion". "Si vous nous aviez écouté, cela ne serait pas arrivé". "Si vous discutiez avec nous, vous n'en seriez pas là". Tous ces syndicalistes ont la vision d'un meilleur fonctionnement de l'appareil capitaliste et opposent la notion d'intérêt général (celui de l'état) à celle d'intérêts privés. Tout finit par une critique des méthodes de gestion de cette société, la bonne gestion étant celle à laquelle ils participent et apportent leur expérience. Pour parvenir à rétablir ce qui est cassé en cas de grève, ils se dépensent sans compter, conscients que le résultat sera pour eux et leur organisation la preuve de leur capacité, du rôle qu'ils peuvent assumer dans la société. La société capitaliste bien sûr. Ils sont satisfaits de ce que les ouvriers retournent au travail se faire extorquer de manière plus "supportable" la plus value nécessaire à la survie de l'entreprise. De là vient aussi leur application à démontrer qu'il faut savoir terminer une grève et qu'on ne peut obtenir tout à la fois: contester comme le font les travailleurs au cours d'une grève toutes les conséquences, c'est remettre en cause le pouvoir même de décision, c'est être radical là où les syndicats ne peuvent être que diplomates. On comprend leur déception lorsqu'ils expriment une "amère déception" d'être désavoués par les travailleurs en lutte.

A l'ère du capitalisme d'état (en France 1/3 de l'économie est d'Etat avec des interventions étatiques nombreuses dans les deux autres tiers), l'action syndicale essentielle ne se situe plus au niveau des entreprises mais à celui des institu-

tions politiques et économiques, là où s'élaborent les décisions d'orientation économique c'est-à-dire au niveau du pouvoir politique. La libération des travailleurs signifie pour eux la participation des syndicats à ce pouvoir politique décisionnaire, c'est-à-dire leur installation à un échelon ou à un autre de l'appareil économique et politique. Dès lors leur action est politique dans la mesure où elle s'adresse au pouvoir des dirigeants et les luttes ouvrières doivent se plier à leur tactique générale. Les luttes doivent commencer et finir quand cela leur est nécessaire. C'est bien une "victoire" pour eux que de forcer les dirigeants ou le gouvernement à entamer des discussions. Se servir des luttes comme tremplin électoral, parler de victoire électorale pour tenter de contraindre les dirigeants à ouvrir quelques portes dans les allées du pouvoir, tout cela est normal pour le syndicat. Critiquer l'illusion de ces moyens tactiques et en préconiser d'autres pour parvenir plus sûrement au même but, c'est se placer exactement sur le même terrain.

Il nous paraît parfaitement inutile de discuter de cela. Ce qui nous paraît important par contre, c'est de souligner que les syndicats et les travailleurs, étroitement mêlés dans les luttes, se battent pour des choses totalement différentes: ceci n'est peut-être pas très clair dans certaines luttes, tout au moins au début, parce que les syndicats gardent un contrôle étroit sur tout ce qui se fait dans les entreprises. Mais cela apparaît nettement maintenant en France à la fin des luttes. Comme aux Etats-Unis par exemple, les syndicats sont satisfaits de trouver avec les dirigeants un terrain de discussion et d'accord sur des généralités et d'accomplir ainsi leur fonction telle qu'ils la conçoivent. Les travailleurs n'ont pas les mêmes raisons d'être satisfaits: même sous les bannières syndicales ils se battent pour eux, pas pour des principes, pour ce qui perturbe leur vie de chaque jour. Par exemple, les 4 x 8 de Rhodiaceta qui veulent finalement changer de vie parce que cette vie fait d'eux des robots et non des hommes. Qu'apporte en regard, un accord sur le fonds de chômage ou une rallonge de salaire: sinon leur garantir qu'ils resteront ce qu'ils sont. Ils restent alors en conflit avec tout et avec tous. Jusqu'à ce que leur isolement les oblige à reprendre. Avec leurs revendications propres non satisfaites.

Tout ceci n'est pas nouveau mais se précise au cours des années: mais de même que la concentration vers le capitalisme d'état suit une ligne sinueuse, de même les luttes sont différenciées (suivant le niveau de concentration des entreprises) et les conflits syndicats-travailleurs prennent des formes imprécises et diverses.

Les raisons directes pour lesquelles les travailleurs sont entrés en lutte ces derniers mois ne diffèrent pas de celles des dernières années. La concentration capitaliste se poursuit depuis des années; les récessions ou les transformations techniques de tel ou tel secteur sont les problèmes mêmes du capitalisme français, européen et mondial. On ne peut dire qu'il y ait eu une pression plus grande qu'avant pour rogner les salaires ou accroître les rendements.

Comment expliquer alors les luttes des trois ou quatre derniers mois?

Offensive politique des syndicats d'abord: avant les élections pour faire la démonstration que le "gaullisme" c'est la surexploitation des travailleurs (plus précise encore dans le cas particulier de Dassault), après les élections pour profiter des remaniements imposés par la conjoncture politique pour prendre quelques places, imposer une participation plus grande aux décisions.

Ce faisant les syndicats ont été amenés à coordonner certaines luttes à en organiser d'autres. Les travailleurs qui avant devaient attendre des discussions de comités divers la solution de leurs revendications, se sont vus proposer des luttes sporadiques certes, mais des luttes quand même. L'illusion électorale a même pu jouer

dans la mesure où la "défaite" du gaullisme claironnée à tous les vents pouvaient signifier la possibilité d'arracher quelque chose à un adversaire faible. Ce qui est certain c'est qu'en différents secteurs les grèves sporadiques se sont transformées rapidement en grèves totales et que les contrefeux habituels patronaux (lock-out, expulsion des usines...) ou syndicaux (reprise en mains par extension d'un conflit local, manifestations de rues, etc..) n'en venaient pas à bout.

Le bilan des dernières luttes fait ressortir à la fois leur caractère disparate mais aussi certains traits communs:

- la grève des marins pêcheurs peut se lier aux mouvements dans le secteur agricole (Bretagne, Languedoc) mais aussi aux mouvements ouvriers (marins de Lorient). Elle est une réaction contre les effets de la concentration dans un secteur de production.
- la grève Dassault à Bordeaux de fin décembre 66 au 27 février 67 se retrouve à peu près dans celle des mensuels de St Nazaire, avec des différences importantes: grève catégorielle à St Nazaire, arrière plan politique pas seulement électoral mais aussi touchant la réorganisation des usines d'aviation chez Dassault. Ce sont finalement des grèves classiques: pour de meilleurs salaires.
- les grèves de la SNCF en principe du 24 au 26 février, prolongée dans certains secteurs jusqu'au 28, lancées pour couper court à des mouvements spontanés sur les conditions de travail, touchent à la productivité accrue, tout comme la grève des dockers de Marseille du 7 janvier au 10 février (voir 100 mars 67).
- Rhodiaceta, les mines de fer de Lorraine, Berliet, c'est un ensemble plus complexe que les syndicats rangent sous le titre "garantie de l'emploi" et qu'ils croient résoudre par des accords sur le fonds de chômage, des tables rondes, etc...mais qui expriment notamment à Rhodiaceta le refus d'une condition ouvrière qui devient insupportable le jour où la perspective de chômage et de déclassement fait ressortir brutalement toute l'inhumanité d'un travail particulièrement pénible.

Toutes ces grèves se déroulent en province. Les conditions de travail y sont plus dures que dans la région parisienne (salaires plus bas, horaires plus longs, difficulté de retrouver un autre travail, pression plus grande de l'entreprise, etc...). Les illusions politiques et syndicales y sont plus grandes: l'emprise du syndicat y est souvent restée plus grande par la persistance de structures anciennes des entreprises. Mais la plupart de ces luttes ont montré que ces structures s'adaptent (c'est même cette adaptation qui cause une partie des luttes), que les syndicats s'y transformaient de même et que les travailleurs par leur lutte précipitaient cette évolution et faisaient eux-mêmes l'expérience de la transformation des syndicats.

Dans aucune de ces luttes il n'y a eu de directive autonome:elles se sont greffées sur des mouvements syndicaux, elles sont restées sous direction uniquement syndicale, il n'y a eu aucune tentative d'établir des liaisons autre que celles des syndicats. Mais comme cela s'est produit souvent dans le passé il y a eu une participation si totale et si ardente à la grève que les mots d'ordre syndicaux ont été transformés: les débrayages en grève générale, les occupations bidons en occupation réelle. A la Rhodiaceta à Besançon on a finalement vu les ouvriers les plus exploités (les 4 x 8) défendre l'entrée de l'usine aux dirigeants syndicaux et aux mensuels.

C'est cette combativité que l'on retrouve dans ces différents conflits qui est un trait positif, pas en elle-même, mais parce qu'elle parvient à s'exercer contre les directives syndicales, à établir dans les assemblées de grévistes une démocratie directe et un contrôle étroit des délégués; on ne tord plus le cou à une grève en quelques jours; il faut un mois pour faire accepter des accords entre dirigeants. Il faut y voir la marque d'une évolution vers de nouvelles formes de lutte qui se dégageront peu à peu.

Les syndicats ne s'y trompent pas qui ont été contraints de recourir à de nouvelles tactiques: les occupations bidon d'usine, pour prévenir des occupations tout court. La reprise en mains des travailleurs, la recherche des manifestations les mieux adaptées en ce but, c'est le rôle même de l'appareil syndical. C'est à cette seule condition que les syndicats restent pour les dirigeants des interlocuteurs valables.

Nous donnons dans ce bulletin ce qui nous paraît le plus caractéristique des luttes à Rhodiacéta. Nous pensons reprendre toutes ces luttes dans un texte plus long dont nous ferons une brochure spéciale. Ce qui est écrit ci-dessus en serait l'introduction. Aux camarades d'I.C.O. de faire la critique des idées émises, de nous apporter des informations sur les luttes évoquées pour nous permettre de réaliser ce travail.

oooooooo

PUBLICATIONS

sur les mouvements de grève :

L'ANARCHO-SYNDICAJISTE (Gatineau -Groupe scolaire Pasteur -79 St Florent les Niort) n° 67 -mars 67 - Ce qui s'est passé chez Dassault -article résumant l'essentiel des faits et qui doit être suivi dans le prochain numéro d'une discussion sur l'ensemble des problèmes posés par cette grève .

Toujours sur Dassault - Lettre de Bordeaux - dans Pouvoir Ouvrier (n° 83 -mars -avril)

VOIX OUVRIERE (29 rue de Chateau Landon - Paris X) contient des informations diverses sur : La grève à Rhodiacéta -Lyon Vaise (n° 77,78 ,79) et Besançon (n° 78 et 79)
La grève chez Berliet (n° 78et 79)
La grève des mensuels à St Nazaire (n° 78 et 79)

INFORMATIONS OUVRIERES (39 faubourg du Temple - Paris 10eme) n° 331 -28 mars 67 parle longuement de la fin de la grève à Rhodiacéta Lyon Vaise pour terminer par une attaque de "Voix Ouvrière " "groupe centriste ,petit bourgeois et ouvrieriste " Cela ouvre une comparaison entre l'activité de deux groupes trotskystes ,l'un revendiquant le succès de chez Dassault ,et traitant par le mépris l'échec de Rhodiacéta. Il paraît que la raison en est dans l'inexistence d'un "noyau organisé de l'avant garde " qui aurait existé chez Dassault (on se doute duquel) ;"il appartenait à l'avant garde ouvrière révolutionnaire de se saisir ,à ce moment déterminé ,des fils de la bataille pour les renouer par l'ouverture de la perspective de la victoire " (sic) .Quant à ce qu'ont fait réellement les travailleurs ,il n'en est guère parlé .

LUTTE DE CLASSE (Renault ,73 rue Blanche ,Paris IX) décrit rapidement les luttes pour en montrer les limites ;l'article se termine par les conseils habituels :"..Il ne suffit pas de contrôler les dirigeants syndicaux de l'entreprise dans leurs négociations avec les patrons ,il faut déléguer des camarades ,syndiqués ou non ,pour contacter les travailleurs d'autres entreprises et essayer d'étendre la lutte "

POUVOIR OUVRIER (22 rue Léopold Bellan -Paris) n° 83 décrit et commente aussi longuement ;et parle d'étendre la lutte par une "plate forme " vers l'organisation

RHODIACETA

-lettre de deux camarades de Lyon -30 mars 67.

Lyon-Vaise

À la suite notamment de discussions avec un jeune de Rhodiaceta-Vaise travaillant à l'étirage comme 4 x 8, et qui ne tient malheureusement pas à écrire lui-même (sceptique sur l'intérêt d'écrire mais pas celui de parler..) je vous envoie ces quelques indications concernant la grève de Rhodia à Vaise tout au moins, avec les conditions de travail des grévistes parmi les plus actifs: les 4 x 8 et les ouvrières.

C'est à Vaise où il y a la plus grande concentration de travailleurs (7000) (soit la moitié des effectifs totaux), par rapport aux autres usines du groupe de StFons-Belle Etoile(essentiellement destinée à fabriquer l'acétate), Vénissieux, les 2 de Péage de Coussillon, et Besançon qui toutes entreraient en grève totale à diverses dates. A Vaise les 4 x 8 se groupent en 1200 ouvriers horaires sur 4000 répartis essentiellement dans les ateliers de filatures, étirage, moulinage et finissage.

Filature: ouvriers les mieux payés, ils débutent en classe 4 (36.000 anciens francs par quinzaine) sont en classe 6 (41.000) après environ 6 mois et en 7 (45.000) après plusieurs années (la classe 8, 49.000 frs qui est celle des contrôleurs est l'ultime classe à laquelle peut accéder un ouvrier). Le travail est bien sûr en rapport: humidité constante, sinon le fil casse et températures très élevées avec 30° en hiver (il y a quelques années 40-45° étaient imposés) et parfois 50-55° l'été au début en particulier de la chaîne du fil.

Les effectifs sont environ à la filature de I20 à l'acétate et I60 au nylon avec une forte proportion de cadres et ingénieurs divers; ces chiffres auront leur importance au cours de la grève surtout à la fin, de même que le compartimentage draconien et à tous les niveaux entre les ateliers: la direction de l'acétate est ainsi distincte de celle des nylons où elle est particulièrement tyrannique, imposant des cadences plus dures et une hiérarchie plus stricte.

Etirage: ne concerne que le fil de nylon. Les conditions de vie y sont plus humaines, mais les cadences restent trop dures, le danger y est cependant moindre qu'à la filature nylon. Il faut ainsi soulever des bobines de 8 kg pour approvisionner les machines qui commandent le travail: il faudra au début largement 1/2 heure pour accomplir les 6 positions requises dans tel atelier, 6 mois après il aura appris à le faire en deux minutes et il devra tenir ce rythme. Ceux qui ne peuvent suivre les vieux surtout, sont envoyés rapidement dans un autre atelier avec déclassement bien sûr. Le salaire est ici celui de la classe 6.

Mais à ces classes viennent bien sûr se greffer des coefficients (une demi-douzaine) représentant chacun environ 1000 Frs par quinzaine de différence avec ses deux voisins et dont le côté baladour allié à celui de la demi-douzaine de primes rend tout contrôle de feuille de paye pratiquement impossible de façon sérieuse. Il faut aussi ajouter deux primes annuelles représentant pour ce copain classé 6 ³, plus de 200.000 Frs par an: la Rhodia paye relativement bien ceux dont elle estime la fonction importante tout au moins.

Les ouvrières travaillent pour une bonne part au moulinage en 2 x 8 et au paquage avec des salaires relativement bas (classe 4 soit 36.000 frs par quinzaine) avec ici quelques ouvriers groupés en équipes 3 x 8.

Les ouvrières étaient les plus touchées par les décisions patronales depuis un an et plus particulièrement ces cinq derniers mois: beaucoup d'envois dans d'autres ateliers avec déclassement, de diminution d'horaires, de chômage partiel (700 ouvrières en chômage pendant une semaine en janvier) tout ceci pour des motifs obscurs car en même temps les cadences et les tracasseries augmentaient dans bon nombre d'ateliers d'ouvriers (+): un 4 x 8 qui travaillait sur quatre machines il y a un an s'en voyait maintenant imposer 6, voire plus, tandis qu'on exigeait qu'il soigne méticuleusement sa machine (or, après l'avoir ainsi bichonné il faut largement se laver les mains avant de manipuler le fil, ce qui est "oublié" dans le chronométrage): les ouvriers même les plus disciplinés étaient contraints de refuser de suivre au moins ces consignes de nettoyage: le climat devenait ainsi effectivement malsain pour la direction.

Ainsi la grève éclata-t-elle facilement à Vaise quand un jour, les syndicats en clamèrent l'ordre pour soutenir les grévistes de Rhodia-Besançon mais, et cela ne fut dit nulle part, une très forte proportion de grévistes de Vaise tenaient à venir ainsi en aide aux ouvrières: la solidarité était forte et nombreux étaient ceux qui envisageaient sans déplaisir une "vraie grève" de quelques jours, une semaine peut-être..

Or, c'est pour les conditions de travail seulement que les ouvriers firent grève, et c'est bien de cela dont il s'agissait car, malgré la "crise du textile" officiellement proclamée, il y avait toujours de l'embauche, de nouvelles machines étaient montées: la rationalisation des services était en train avec son cortège de licenciements, déclassements, augmentation de cadences, etc... et surprofits à brève échéance sur le dos des ouvriers.

Il faut aussi ajouter d'autres raisons à cette bonne volonté:

- il y a près de 20% peut-être d'agriculteurs (ce qui n'est pas pour faciliter à mon avis la solidarité) parmi les équipes dont le rythme 4 x 8 permet d'autre part à ceux qui sont suffisamment résistants ((le travail à la Rhodia impose de lui-même la sélection) de suivre un autre emploi (la terre ou un quelconque travail) qui est le bien venu quand il y a grève à la Rhodia.

- les femmes des ouvriers acceptent mieux la grève sachant qu'elle avait démarré en partie pour soutenir les ouvrières: le copain de la Rhodia pense que ce fut un point non négligeable.

Or, les ouvriers n'étaient pas les seuls à être ainsi bien conditionnés:

- le patronat avait intérêt à mettre gratuitement en veilleuse la production pendant un certain temps, ayant préalablement constitué des stocks importants.

- les dirigeants syndicaux tenaient beaucoup à un coup d'éclat qui leur donne auprès de la direction l'importance à laquelle ils jugent avoir droit, et en novembre des délégués savaient déjà qu'il aurait lieu. Un incident est significatif: il y a quelques mois de nouveaux directeurs venus de Besançon et déjà réputés pour leur intransigeance avaient, au cours d'une petite altercation avec des délégués failli être passés par la fenêtre pour leur mauvaise volonté.

(+) aussi l'article d'I.C.O. de mars sur les ralentissements à Rhodia-Vaise semble inexact sans la précision des services touchés par ces ralentissements (surtout en décembre), le rythme étant par endroits, redevenu plus normal ces deux derniers mois (toujours d'après le copain 6) .

Ces prétentions à participer aux décisions patronales ne sont d'ailleurs pas nouvelles: la grève générale inattendue et sans suite immédiate, du 16 mai 1966, ne servait seulement qu'à montrer au gouvernement la "représentativité" des syndicats postulant de plus en plus nettement des postes (au moins à titre consultatif) dans la gestion de l'Etat. L'attitude des syndicats au cours de la grève à Rhodia-Vaise discutant beaucoup avec les patrons, le CNPF, les ministres, mais pas avec les ouvriers qui n'ont eu droit qu'à de vagues harangues quotidiennes, confirme cette politique délibérée; la période électorale était le grand thème des discours de la CGT en particulier.

La suite, vous la connaissez par les journaux. Il est bon cependant de préciser ceci:

- la grève dura près de quatre semaines; après 15 jours les "accords sur la sécurité de l'emploi et des ressources" furent signés.
- quatre mois (un tract CFDT indique 5) de préavis de licenciement au lieu d'un.
- établissement de prévisions de production pour quatre mois et tous les deux mois (ce qui pour l'ouvrier ne fait qu'accompagner "l'accord" précédent.)
- combine administrative acceptée par le patronat selon laquelle en cas de chômage, l'ouvrier travaillera 6 semaines et chômera la 7ème; ce qui lui donnera alors droit à 50% du salaire de base, mais ceci vraisemblablement "dans les limites de possibilité du fonds de chômage constitué par la direction" à cet effet, comme l'avait proposé cette dernière qui resterait alors seule maîtresse, légalement toujours, de la situation.
- consultations des délégués du personnel avant toute action d'organisation.
- non incidence des jours de grève sur les jours de congé.
- diverses promesses: plus de licenciements pour fait de grève, plus de déclassements, amélioration de la formation professionnelle pour "faciliter la reconversion éventuelle du personnel" comme l'indique le même tract CFDT, etc...

Dès lors, la CGT reconnut officiellement que "le conflit était réglé" (+) (Monde du 18 mars): mais tout ceci était à mon avis soit vague, soit bidon, et pouvant être aisément compensé à leur avantage par de nouvelles directives des patrons.

Aussi, les jours suivant permirent aux syndicats "d'arracher" les 3,80 à 5,00% d'augmentation de salaire (les plus bas, ce qui est rare, gratifiés d'une augmentation supérieure) pour lesquelles les ouvriers de Vaise ne s'étaient pas mis, pour la plupart, en grève, et surtout le "Progrès de Lyon" du 25 mars nous en apprend une bien bonne: la direction de la Rhodia refuse d'accorder cette augmentation aux travailleurs de St Fons Belle Etoile car ils avaient obtenu le 1^o janvier une augmentation spontanée de 4%: celle de la Rhodia aurait donc été seulement en retard...

Mais ces deux dernières semaines permirent aussi d'épuiser les possibilités des grévistes, chaque jour conviés à d'insipides et inutiles discours syndicaux à 13 heures: appelant à continuer la grève pour le lendemain, après quoi les grévistes rentraient presque tous chez eux ou à leur travail noir, les syndicats se réservant la conduite de la grève se résumant en:

- collectes, mais trop limitées, et dont les fonds étaient destinés

(+) (au même moment, une grève illimitée commençait à La Cellophane ...)

aux possesseurs de cartes syndicales.

- piquets de grève, de nombreux non syndiqués y participant, dont le copain avec qui j'ai discuté, avec une très forte proportion de 4 x 8 (la représentation des bureaux, des mensuels, étant pour le moins fantomatique).

- et surtout discussions avec le patronat quand il le voulait bien.

Les manifestations n'étaient que de la fumisterie: celle du 21 mars assez importante. d'ailleurs, réunissait avec les grévistes de Berliet et d'autres boîtes lyonnaises, des grévistes à très forte proportion de jeunes de la Rhodia, Spécia (Lyon) La Celliphane (très proche de Lyon) Rhône-Poulenc (de St Fons) qui tous dépendent des mêmes grands patrons, des mêmes capitaux, des mêmes décisions fondamentales: Rhône-Poulenc. Or, tous ces différents ouvriers s'ignorèrent, il n'y eut pas d'échanges; l'enthousiasme des premières minutes faisant d'ailleurs vite place au fil des discours des commentaires à l'ennui muet, et après 3/4 d'heure ils s'emmerdaient tellement qu'ils commencèrent à partir avant la fin des discours et, détail caractéristique, les créateurs ne pensèrent même pas à lancer les consignes de "dispersion dans l'ordre, le calme et la dignité".

Le 23 mars, quand les syndicats décidèrent que la grève était terminée il y eut suffisamment d'ouvriers encore combattifs pour empêcher toute entrée dans l'usine: les 4 x 8 aux nombreuses revendications catégorielles totalement ignorées bien qu'ils aient fourni le plus gros travail afin que la grève continue et aux conditions financières relativement favorisées durant cette grève. Mais ces 4 x 8 reconnaissaient alors entre eux que cette décision d'empêcher par la force l'entrée de l'usine était moins un acte politique qu'un sursaut de colère qui ne pouvait pas avoir de suites sérieuses: il pouvait difficilement en être autrement étant donné l'évolution de la grève, le manque sévère d'initiatives de la part de la base (ne serait-ce que pour coordonner les efforts de travail noir , répartir plus équitablement les ressources entre ouvriers quitte à ce que cela soit suivi ultérieurement de remboursements, prendre connaissance des problèmes des autres ouvriers en grève à la Rhodia comme aux autres usines, comme Berliet, etc... organiser en commun, élaborer en commun les diverses revendications et les moyens d'empêcher le patronat d'en supprimer les effets par la suite si elles étaient acceptées: initiatives que les syndicats se gardaient bien de stimuler.) (suivis en cela par les organisations trotskystes, de Voix Ouvrière ou autres dont ce n'est pas l'objectif politique de proposer aux ouvriers leur ronéo, stencils, temps libre et informations diverses sans engagement de ces ouvriers dans leur voie).

Aussi le lendemain quand les syndicats pénétrèrent dans la cour de l'usine aux accents de La Marseillaise, brandissant une unique mais gigantesque banderolle " Le patronat doit négocier", suivis par les 2/3 des présents, fort nombreux pour déclarer sans explication sérieuse que la grève était terminée, à l'étonnement des ouvrières en particulier, personne ne tenta quoi que ce soit d'autre: des opposants convaincus à la reprise, affirmaient que les enguoulades ne devaient se passer que dans les réunions syndicales, pas dans la rue, ni dans les ateliers. L'amertume discrète de quelques ouvriers de Berliet dans la foule, et qui étaient alors encore en grève, n'eut pas de suite. Besançon était oublié. De toute manière, il aurait fallu prendre le relais des organisations syndicales dans la conduite de la grève, s'opposer à elles, et aux ouvriers à bout de souffle: initiatives qui auraient paru équivoques dans ces conditions au plus grand nombre et n'auraient certainement pas été suivies, et à plus forte raison améliorées, dépassées. L'opposition à la reprise du travail restait catégorielle et il n'est pas impossible que les 4 x 8 de filature fassent bientôt grève pour leur propre compte.

Cette grève a fait l'admiration des journeaux de la bourgeoisie par son calme, son ordre et sa dignité; de leur côté les dirigeants syndicaux peuvent être satisfaits d'eux surtout ceux de la CFDT, la CGT ayant été particulièrement à la traîne à maintes reprises et F.O. fort discrète, cependant ils devront maintenant compter avec les ouvriers de Vaise qui déclaraient en grand nombre à la reprise du travail ne plus accepter de grève bidon d'une heure, traditionnelles jusqu'alors à la Rhodia.

LA SOLIDARITE dans une usine du trust RHONE-POULENC à VITRY:

Rhône-Poulenc, Vitry- 3800 salariés- banlieue de Paris

(Lettre d'un camarade de cette usine datant du 15/3/67).

" Rhodiaceta à Besançon est en grève permanente depuis le 27 février avec occupation d'usine. Depuis tout le groupe Rhodiaceta comprenant les usines de Besançon, Vaise, St Fons, Roussillon et Vénissieux, et Rhône-Poulenc et Spécia à St Fons et Roussillon, secouent actuellement le trust Rhône-Poulenc S.A. par des grèves. A Vitry que se passe-t-il?

Les syndicats nous ont mis au courant de ce qui se passait à Besançon seulement 10 jours après le début de la grève illimitée là-bas. Puis c'est seulement 15 jours après ce même début, quelques syndicats ont organisé une quête pour subvenir aux besoins des copains en grève à Besançon. La somme récoltée, divisée par le nombre de salariés de Vitry donne 40 centimes par tête de pipe... Merci pour eux !

Puis le 7 mars au matin, appel CGT-CFDT pour un meeting devant la direction, débrayage de solidarité. FO appelle pour un meeting en dehors de l'usine. Finalement tout le monde se retrouve dans l'usine devant la direction pour écouter les bonzes syndicaux et aussi le directeur de l'usine suivi du chef du personnel qui nous ordonnent de circuler sinon gare aux sanctions. Il faut dire en effet qu'ils pouvaient se le permettre vu que c'est à 150 à 200 gars qu'ils s'adressaient ainsi. D'ailleurs, il n'y eut qu'un timide " aux chiottes ! " Il y eut donc meeting. Résultat: 2 délégués CGT sanctionnés par une mise à pied d'un jour et un avertissement écrit à tous ceux qui ont enfreint ainsi le règlement intérieur de l'usine, soit 150 à 200 gars menacés...

"Halte à la répression syndicale", ainsi s'intitulait le tract commun CGT-CFDT-FO, distribué le 14 mars pour un appel à la grève de 24 heures pour le lendemain, soit aujourd'hui mercredi 15. Voici le déroulement de la journée d'aujourd'hui:

- 800 à 1000 salariés en grève ce matin soit moins de 40% du personnel.

- meeting devant la porte- slogans: levée des sanctions, solidarité avec Rhodiaceta, nos revendications "à nous". Le bonze CGT se permet même d'appeler à adhérer en masse à la CGT ce qui a fort déplu... même aux syndiqués CGT.

Sans demander l'avis de tous ceux qui étaient dehors on nous demande de défiler sans dire où aller, sans chercher à savoir quelle forme d'action envisager. Et le cortège s'ébranle. "Camarades, s'il vous plaît, suivez, serrez-vous sous les banderolles". " Camarades n'empêchez pas les autos de circuler". Et tout le monde de partir à la queue leu leu, comptant bien sur un meeting à la fin du défilé. C'est au cours du défilé que se produisit un fait imprévu. Les jeunes de la CGT se sont mis en tête du cortège et ont crié "la grève jusqu'au bout", "tous ensemble"; le bonze syndical qui tenait micro et haut parleur au coeur du cortège, s'est évertué à hurler pour les couvrir, des "libertés syndicales", " des sous Charlot". C'était à qui crierait le plus fort. Rien à faire pour faire taire ces jeunes militants CGT. Tous les bureaucrates de la CGT se sont alors portés en tête pour rétablir l'ordre. Il y eut de très fortes altercations. Rien à faire, les jeunes ne voulaient plus rien savoir. Alors les bonzes CGT ont essayé d'envoyer le défilé dans une voie de garage en tentant

de diriger les gars vers la cour de l'Union locale des syndicats. Mais le cortège est reparti avec les mêmes slogans. Et nous nous sommes retrouvés place de l'Église à Choisy, comme l'an dernier à peu près à la même date. Heureux anniversaire. Comme le souvenir était vivace ! "dispersion" ordonne le secrétaire CGT. Mais il y a pression. Le secrétaire FO demande le micro. On lui refuse. Il parle sans micro. Il propose de reprendre le travail le lendemain matin et de discuter avec ceux qui ne sont pas sortis, puis de faire un meeting à midi pour que les travailleurs décident eux-mêmes de continuer l'action ou pas. Il explique cette proposition par le peu de gars en grève, estimant à juste titre que ce ne sont pas 40% d'ouvriers en grève qui décideront du futur. Mais cette prise de parole est faite dans la confusion. Tout le monde s'éparpille en se demandant "mais où est donc cette unité dont parle les syndicats?". Les jeunes de la CGT se montrent virulents et s'engueulent proprement avec les "vieux", les "pas de couilles", comme ils disent. Comme à chaque fois il y a des coups de gueule, des règlements de compte oratoires, entre chaque boutique syndicale. Et dans toute cette confusion des non syndiqués osent dire ce qu'ils pensent, ou essaient. Puis plus personne.

Jeme retrouve dans un bistrot où sont réunis les révolutionnaires de FO et des non syndiqués qui sont d'accord avec les mots d'ordre de FO. Il y a là des jeunes, des vieux, de toutes les trempes. Des femmes aussi. Il y a même des syndiqués CFDT. Ma présence ici peut paraître ambiguë, mais je ne me contente pas d'écouter, je dis ce que je pense. Un papier est rédigé. Il est décidé d'aller le proposer à un autre colloque qui se tient 500m plus loin, colloque réunissant les bonzes CGT et leurs jeunes qui se font ramoner sérieusement. On est une trentaine, et une dizaine parmi nous pénètre dans l'antre de la CGT. Stupeur dans la salle. On demande à lire le papier rédigé dans le bistrot. Les bonzes font signe que non. Des jeunes de la CGT se mettent à hurler "on les connaît, lui n'est pas syndiqué, lui aussi, lui est à Voix Ouvrière, l'autre à la CFDT. Ils ont le droit de parler. Écoutons-les". Nouvelle stupeur dans la salle (70 gars environ). Appels au calme. On nous prend notre texte on nous renvoie dehors, prétextant que les syndiqués CGT devaient en discuter. En fait les bonzes syndicaux étaient débordés. Ils retiennent par le bras un jeune CGT qui voulait sortir avec nous. On nous fait donc attendre dehors. Une demi-heure après, ces chers bonzes nous informent qu'ils ont décidé telle chose et telle chose, qu'ils ne voulaient pas discuter car ce ne serait que stérile (comme ils avaient raison!). Tous aux piquets de grève, où l'on pourrait voir ensemble, ceci, cela. Aux piquets de grève nous nous retrouvons à une quinzaine (ceux du bistrot de ce matin). De CGT point. Ces messieurs arrivent seulement à 14h alors qu'il y a eu deux sorties pour aller à la cantine. (il est vrai que la direction a fait aller son personnel à la cantine par l'intérieur de l'usine). Ces messieurs avaient rangé! À 14h c'est la fin de l'entrée des équipes postées. De ces derniers, il reste à peu près 100 à 150 gars dehors. "Réunion intersyndicale à Choisy" soumet le secrétaire CGT. Et les militants FO et autres, se partent en direction de Choisy. Le secrétaire CGT lui, a pris soin de rester.. le temps de faire son discours aux ouvriers sans être gêné le moins du monde. Comme le secrétaire FO lui faisait remarquer peu après que le geste était dégueulasse, le bonze CGT a répondu: "oh, tu sais mon discours a été très bien je n'ai rien à me reprocher".

Avec des non syndiqués, je décide d'être présent à la réunion. Je l'ai regretté après, car je me suis retrouvé enfermé avec 35 gars dont 4 ou 5 non syndiqués le reste étant partagé entre militants bureaucrates CGT et militants "révolutionnaires" FO de Voix Ouvrière. Quelles empoignades oratoires, injures, calomnies ils se sont envoyés. Quel beau match, quel souffle messieurs. J'ai demandé la parole pour mettre les choses au point au sujet des 4 ou 5 non syndiqués. Avec peine j'ai réussi à dire à ces chers militants CGT à qui il ne faut pas en remontrer qu'ils n'étaient pas si virulents ce matin et que ce qu'ils proposaient pour les jours à venir n'allait pas dans le sens de l'attitude qu'ils avaient eue le matin et qu'ainsi ils n'étaient pas sincères... La réunion s'est terminée par des sorties impétueuses. J'ai vite mis les bouts car je me rendais compte alors que ce que j'avais fait était idiot car je m'étais fait avoir d'une part, parce que je pensais qu'il y aurait plus de non syndiqués et

d'autre part, par un besoin de sincérité et d'action. Pour moi, cette fin de journée a été pénible. Seules avaient été riches les heures du matin pendant lesquelles j'ai discuté avec des gars à la conscience insoupçonnée mais reconfortante. Bon ou mauvais tout cela fera mon expérience. Le plus malheureux là-dedans c'est que je quitte l'usine le vendredi 17 et pour toujours. Toutefois, la semaine prochaine, comme je suis toujours là je me rendrai aux rassemblements s'il devait y en avoir et vous tiendrais au courant. En tous les cas, demain FO et la CGT distribuent un papier différent...

Jeudi 16: tracts distincts ce matin FO d'un côté et CGT-CFDT de l'autre. Ce midi, meeting FO d'un côté et meeting CGT-CFDT de l'autre, chacun avec un haut parleur. FO appelait les ouvriers à décider tout de suite de ce qu'il fallait faire, mais en vain, pas un ouvrier n'a levé le petit doigt pour donner son avis; pourtant il y avait du monde. CGT-CFDT ont lu un roman avec de très longues phrases et beaucoup de vent.. Rien dans tout cela. Pourtant les gars parlent de tous les événements et disent maintenant plus que jamais, "les syndicats et nous..." Maintenant, je serais fort étonné de voir l'action reprendre...

La fin de la grève à Besançon:

lettre d'un camarade de Besançon (étudiant)

La grève menée depuis le départ par les équipes des 4 x 8 (celles qui font le plus dur travail) n'était pas comme on veut le faire croire essoufflée. Et jusqu'au dernier moment les 4 x 8 étaient décidés à aller jusqu'au bout.

Cette grève est tombée sous les coups de la réaction, celle-ci s'appelant en l'occurrence patronat, état, syndicats, mensuels. Les mensuels ne sont-ils pas allés à la préfecture réclamer l'intervention des flics et les "travailleurs" de Rhodia n'ont-ils pas dû les maintenir en respect à coups de lance d'incendie et de cailloux...

Les syndicats qui tout au long de la grève n'ont fait que la suivre et chercher à qui la vendre se sont appuyés sur ces gens là (mensuels pour faire lever les piquets de grève (composés pour la plupart de militants cégétistes de la base;) et ont entrepris sur la fin une véritable campagne de démoralisation, n'ont-ils pas ces impuissants menacés les ouvrières des flics, braves flics, tout de même, s'ils n'étaient pas là....

Enfin, après trois jours de "travail" sur les grévistes aux abois, ils ont dû s'y reprendre à deux fois pour faire voter la reprise; en effet le 24 les ouvriers réunis devant l'usine votaient la continuation de la grève. Le 25, les travailleurs, 350 dit le journal, et il y eut 432 votants, bref les travailleurs, à qui l'on tint pendant deux heures des discours que De Gaulle n'eut pas désavoués, par exemple un délégué CFDT entreprit sans rire de démontrer aux types que cette grève faisait le jeu des patrons? Et le reste à l'avenant.

Les travailleurs votaient la reprise. La CGT, elle, après avoir fait comme les "camarades" son petit travail de sape, annonça par la bouche de Bultot qu'elle suivrait les travailleurs !! Ah mais.. Faisons encore remarquer que cette petite salade eut lieu le lendemain du départ des étudiants en vacances qui comme on sait, ont dans l'ensemble fermement soutenu les grévistes, que, lorsque les flics sont arrivés on avait obligeamment retiré les piquets de grève... Et que cette séance de démocratie du Kursaal n'avait pas été annoncée par voix de presse si bien que l'on ne sait pas exactement qui était là, sauf pour ceux de l'estrade qui dès le début ont assumé leur rôle en annonçant qu'il était interdit de fumer, de chanter, de huer ou d'applaudir. Quand on sait que la nuit d'avant les ouvriers des 4 x 8 cherchaient des partisans dans la ville en chantant l'Internationale, on se demande si c'était les mêmes.

Il reste à signaler un certain nombre de belles âmes, Mr Chris Marker qui est venu soutenir au nom de Godard, etc...

Le sculpteur Oudot qui mit en vente un dessin 10.000 Frs au profit de la grève et une pléiade d'agités, dont les étudiants, qui vinrent greffer leurs incapacités congénitales sur le mouvement.

Mais tout est bien qui finit bien !.... De plus on n'est pas prêt de revoir une grève à Rhodia. J'espère me tromper.

oooooooo

il faut savoir terminer une grève rhodia-besançon

LES FAITS /

Mercredi 22 mars:

" A 2 heures du matin, Monsieur Aubert, secrétaire général de la Fédération CGT du textile annonçait à Paris, en sortant du ministère des affaires sociales, que les piquets de grève allaient se retirer des usines Rhodiacta" (Le Comtois, 23 mars 1967).

Les émissions de radio du matin annonçaient la fin de la grève et la reprise du travail: dans aucune des usines, il n'y a eu de consultation des travailleurs que ce soit sur les accords ou la reprise.

.. Besançon où la grève a débuté, c'est le 28^e jour de grève:

"...Les piquets de grève, retranchés derrière la grille de l'usine des Prés de Vaux se montrent fermement décidés à ne laisser entrer aucun des huit ou neuf cents ouvriers (sur 3200) qui, se fiant aux informations diffusées par la radio croyaient le conflit terminé et venaient reprendre leur travail aux premières heures de l'aube... En travers de l'avenue de Chardonnet, l'unique artère bordée d'un côté par les rochers de Bregille et de l'autre par un interminable mur gris, fleuri d'inscriptions vigoureuses qui permet d'accéder à l'usine, les barricades étaient toujours là. Plus loin, des lances à incendie branchées par les grévistes sur le réseau de secours de l'établissement montraient leur gueule menaçante.. Tout au long de la journée, les ouvriers de Rhodiacta affluèrent Pré de Vaux. Il s'ensuivit un indescriptible embouteillage dans l'avenue de Chardonnet, où les voitures massées sur quatre files, interdisaient toute manoeuvre de repli". (Le Comtois 23/3/67).

"Lièvrement, délégué syndical CGT, fait un compte rendu de la réunion de Paris, et annonce la décision prise par son syndicat de faire rentrer les piquets de grève. La nouvelle est accueillie par un silence de mort, la gêne de l'orateur est visible. Les ouvriers ne commencent à s'animer qu'au cours de l'intervention du tribun attitré de la CFDT, Castella: " il a été perdu quelques revendications, prière de les rapporter... nous avons fait 25 jours de grève, pourquoi, à cause des salaires ou du chômage?" La réponse des ouvriers est massive: à cause du chômage; Castella ajoutera: "la garantie du salaire passe par la garantie de l'emploi". (acclamations).

Après la sortie démagogique de son délégué la CFDT propose...un référendum à bulletin secret. Refus catégorique des grévistes, elle propose alors de repousser la consultation jusqu'au résultat de la réunion qui se tient à Lyon le jour même. Des hurlements accueillent cette proposition, les grévistes ne veulent ni voter ni attendre la fin de la réunion lyonnaise: ils sont fermement décidés à continuer la grève. La CGC qui n'avait pas encore participé à la grève veut prendre la parole: elle est refoulée." (Voix Ouvrière - 4/4/67).

Tout au long de la journée, des bagarres furent sur le point d'éclater entre les grévistes des piquets et ceux qui voulaient entrer dans l'usine.

" L'incident fut évité de justesse et les policiers bizontins stationnés à proximité n'eurent pas à intervenir. Vers 15h30, alors qu'on venait d'appréhender qu'à Lyon-Vaise Les CRS avaient eu raison des piquets de grève de l'usine Rhodiacta, M. Corcelle et Gros-Loclair, inspecteurs du travail arrivèrent aux Prés de Vaux, bientôt suivis de M. Rada, directeur de l'usine, Gueiss, sous-directeur, et Saulnier, chef du personnel. Les trois représentants de la direction de Besançon traversèrent la place, noire d'ouvriers, dans un silence de mort, et sans même jeter un regard à leur effigie pendue à la passerelle.

"Durant environ une heure les discussions se poursuivirent à l'intérieur de l'usine, entre les représentants CGT et CFTD (les représentants de la CGO ayant été refoulés par les grévistes) et l'état-major de la direction en présence des fonctionnaires du ministère des Affaires sociales.

"Les délégués CFTD firent remarquer que l'augmentation des salaires telle qu'elle ressortait de l'accord intervenu à Paris, au cours de la nuit, ne pouvait résoudre les questions demeurées en suspens. Ils rappelèrent à ce propos que le conflit né à Besançon le 25 février, avait pour origine essentielle, une question de chômage et de condition de travail.

"Ils proposaient-ils qu'une partie de l'augmentation de salaires soit convertie dans le sens des revendications premières et affectée au paiement de jours de repos supplémentaires. Ceci pour les ouvriers travaillant en feu continu par équipes, pour les autres salariés de l'entreprise, il faudrait étudier une formule qui permette de réduire le temps de travail sans perte de salaire.

"Par ailleurs, telle indemnité que la direction envisageait de supprimer pourrait être maintenue à la faveur de l'augmentation proposée à Paris.

"Les représentants de la direction locale n'ont pas voulu se prononcer sur ces points, sans en référer à la direction générale de Lyon. A 18 heures, après un échange de coups de téléphone, celle-ci acceptait de venir ce matin à Besançon pour rencontrer les syndicats". (Le Comtois 23/3/67).

Mais les 4 x 8 sont toujours dans l'usine de l'autre côté des grilles. La grève continue en attendant la nouvelle entrevue syndicats-direction qui doit se tenir le lendemain à 10 heures.

Jeudi 23 mars:

Version Est-Républicain:

(25/3/67)

Jeudi, à 8h: les ouvriers ont dépendu les mamequins représentant M. Rada et Saulnier.

10h: M. Croz, délégué de la direction générale, arrivant de Lyon, rencontre les représentants syndicaux, en présence du directeur départemental du travail.

12h: l'entrevue se termine. M. Croz demanda à consulter Lyon avant de donner une réponse.

14h: Meeting d'information, où les porte-paroles des syndicats ont savoir qu'on attend la réponse de la direction générale.

15h45: une intervention de M. Bultot (CGT) suscite des mouvements divers. C'est le départ d'incidents qui, heureusement, se limiteront à quelques cris et à un arrosage général, un gréviste monté sur un avant-toit ayant déclenché la lance à incendie dont il avait la charge.

Au meeting de 14 heures, devant l'usine on assiste à l'affrontement d'un côté des grilles dans l'usine, les 4 x 8 qui bloquent l'entrée et veulent continuer la grève, de l'autre les délégués des syndicats et les ouvriers, qui acceptent la reprise du travail; pierres et injures d'un côté lances d'incendie de l'autre. Sous l'oeil paternel de la police.

15h50: il pleut. Ceux qui ne s'étaient pas trouvés sous le jet de la lance sont mouillés de toute façon. Les partisans de la reprise du travail des "mensuels" généralement, démontent la barricade de l'avenue de Chardonnet et menacent de pousser un wagon contre la grille tenue par les grévistes.

16h30: M. Corcelle, directeur départemental du travail, appelle l'assistance au calme et indique qu'à 18h30 les travailleurs se prononceront sur la poursuite du mouvement. Entre temps, la réponse de Lyon est arrivée: c'est "non" en ce qui concerne le versement immédiat d'un acompte mais c'est un "oui" de principe sur les questions relatives à la conversion d'une partie de l'augmentation de salaire en jours de repos.

18h30: il y a environ 1500 personnes devant Rhodiacta. MM. Bultot (CGT) et Ansel (CFDT) font longuement le point de la situation.

M. Castella (CGC) veut prendre la parole et hué par une partie de l'assistance, abandonne le micro et ses illusions.

Les partisans de la grève ne sont guère plus de 100 ou 150.

On fixe à 4h la reprise du travail.

En 1963, à Lens, les mineurs avaient à la fin de la grève été manifester contre le syndicat devant le siège de la CGT. A Besançon c'est une partie des travailleurs ceux-là même qui avaient déclenché la grève qui s'opposent violemment aux délégués syndicaux défendant leur grève à l'entrée même de l'usine qu'ils occupent. Les deux camps sont nettement marqués. Contre des travailleurs qui définissent leur revendication et leur lutte, les syndicats imposent par la force leur position de dirigeants qui ont fixé avec les dirigeants du pouvoir économique et politique les règles nouvelles de travail.

En isolant les 4 x 8 les délégués syndicaux réussissent à obtenir des autres un vote de reprise à la quasi unanimité. Des incidents violents éclatent alors entre les 4 x 8 et les délégués.

Les mensuels sont allés avertir le préfet qu'ils utiliseraient la force contre les 4 x 8 s'ils ne se retiraient pas de l'usine ultimatum pour 17h15 - puis pour 18h30. C'est alors que les délégués font voter la reprise: "il y a des limites qu'il serait imprudent de franchir".

Vendredi 24 mars:

4 heures: l'équipe B est là mais pas du tout disposée à travailler. malgré un "vote unanime" la veille pour la reprise. Après 3/4 d'heure de palabres avec les délégués le piquet de grève est levé: 92 ouvriers entrent.

Les 4 x 8 occupent alors la cantine de l'usine.

5h12: 90 CRS, casqués, mousqueton à l'épaule, surgissent et chassent les grévistes. Ceux-ci se rendent alors dans la ville, parcourent les rues en chantant l'Inter et la Marseillaise pour avertir les ouvriers des 2 x 8 qui commencent à 6 heures.

6 heures: une partie importante des 2 x 8 n'entre pas.

12 heures: 99 gars de l'équipe C (4 x 8) restent devant la porte. Un escadron de CRS a pris position devant l'usine. Les syndicats convoquent un meeting à 16h au Kursaal.

16 heures: 350 à 400 ouvriers seulement sont réunis. Des ténors syndicaux sont venus de l'union régionale CFDT de la Fédération CGT du textile... Le vote donne 206 pour continuer, 225 contre la reprise. "Nous avons voté, il faut s'incliner devant la majorité il faut rentrer" commente le délégué CFDT (il y a 3200 ouvriers à Rhodiacta-Besançon)

20 heures: les CRS sont retirés de l'usine. L'équipe D reprend le travail mais encore avec des défections.

Samedi 25 mars: 4 heures Il y a encore des défections dans l'équipe A. C'est seulement le soir que la grève sera vraiment terminée, et la reprise totale. Il aura ainsi fallu 4 jours entiers, la force conjuguée de la police, des cadres, des autorités, des syndicats, c'est-à-dire de tout l'appareil de domination pour venir à bout

ESPAGNE

Si l'on regarde les luttes ouvrières des six derniers mois en Espagne on ne peut qu'observer leur similitude avec celles d'un état industrialisé comme la France; les grèves y sont seulement plus longues, plus fréquentes et plus dures.

Les brèves et rares informations que l'on peut avoir à leur sujet permettent de penser qu'effectivement il y a une combattivité des travailleurs espagnols, qui est l'expression d'une modification du rapport de force capitalisme-travailleurs, modification qui s'exprime au grand jour depuis 1962 :

- quatre mois de grève de 700 ouvriers à Echevarri (Bilbao) dans une usine de laminage à froid, avec des manifestations de solidarité dans toute l'Espagne (non encore terminée),
- grèves, occupations d'usines, lock out à Madrid, en Catalogne, à Séville (métallurgie, textile, camionneurs),
- 11 mineurs au fond de la mine à Mieres (Asturies) et grève de solidarité de 6.000 mineurs.

Certains pensent voir, dans cette permanence des luttes, l'annonce d'une révolution en Espagne et d'une chute proche du franquisme. Pourtant, derrière la façade des institutions, la réalité est beaucoup plus proche de ce qui se passe dans toutes les sociétés capitalistes occidentales. Les survivances d'une dictature de trente années servent seulement à masquer l'évolution réelle et l'existence d'institutions non-officielles qui préfigurent ce que sera l'Espagne de demain, à l'image même de notre propre société.

Les travailleurs luttent - comme toujours - pour leur condition (salaires, chômage). La défense des droits syndicaux ou des libertés syndicales dans laquelle on essaie de travestir cette action, ne vient qu'au second plan, épisode dans une lutte tout entière contenue dans une revendication d'un autre niveau de vie, d'autres conditions de travail.

C'est cette lutte même - provoquée par l'évolution des structures économiques - qui a vidé de tout contenu les institutions franquistes - dominant par la terreur - et ouvert la voie à la mise en place laborieuse de délégués et syndicats "démocratiques", plus conformes à la structure présente du capitalisme espagnol.

Ce sera la "démocratisation" de l'Espagne. Que cela ne soit pas officialisé, que le vieil appareil se défende (il y a beaucoup de places à prendre, à perdre ou à conserver), c'est évident : mais de tous côtés, on parle de réforme, du régime, des syndicats ouvriers ou étudiants. Le débat n'est pas pour ou contre une société d'exploitation, il est pour déterminer le dosage d'intérêts capitalistes, bureaucratiques, politiques, dans cette société d'exploitation; d'où l'utilisation des luttes dans d'obscures questions de procédure, dans des débats de commissions, toutes choses qui ne contribuent guère à éclaircir ce que tous appellent la "lutte des travailleurs espagnols".

Les luttes qui se déroulent maintenant, si elles sont souvent indéniablement des luttes ouvrières, sont aussi souvent des luttes syndicales (les motifs ne manquent pas dans une société en transformation rapide pour soulever de vastes mouvements). La place accordée à ces luttes, au rôle des "commissions ouvrières" (syndicats parallèles non officiels mais déjà structurés), aux repréailles exercées contre ces délégués non encore légalisés, dans la presse française montre tout l'intérêt que le capitalisme français accorde à une régularisation "démocratique" des institutions en Espagne, seule sauvegarde des intérêts capitalistes divers (depuis les participations industrielles ou bancaires jusqu'aux propriétaires de vacances sur la Costa Brava). La place des catholiques dans cette "démocratisation" témoigne aussi de la sauvegarde des intérêts de l'Eglise catholique, principale puissance capitaliste de l'Espagne.

Tel est aussi le but que s'assigne le parti communiste espagnol. Dans une interview au Figaro (3-2-67), Santiago Carrillo, secrétaire général de ce parti, déclarait : "les commissions ouvrières sont allées aux élections en proclamant leur volonté de mener une lutte pour dépasser les syndicats afin d'aller vers la création d'une centrale ouvrière indépendante et démocratique ... J'ai parlé de la grève nationale et non de la grève révolutionnaire comme d'un moyen pour débarrasser l'Espagne de la dictature et pour aboutir à l'établissement de la démocratie ... Il nous faut créer pas à pas les conditions d'un grand mouvement national de caractère civique dans lequel, à côté des ouvriers en grève, cessent aussi leurs activités les étudiants et les professeurs, les employés, les commerçants, les artisans et même les prêtres... Si la majorité souhaitait l'établissement de la monarchie, nous nous inclinierions devant la volonté exprimée démocratiquement par la majorité..." Point n'est besoin d'en citer plus pour comprendre que la bourgeoisie espagnole peut être rassurée par ces "radicaux" tous prêts à constituer un front national et à oeuvrer pour le capitalisme en Espagne.

Il apparaît d'ailleurs que "démocratisés", les syndicats espagnols auront une fonction et une puissance beaucoup plus proche de celles des syndicats allemands ou américains que de celles des syndicats français. En 1966, leur patrimoine était évalué à 11 milliards de pesetas (900 millions de N.F.), leurs ressources annuelles à 3 milliards de pesetas (246 millions de N.F.), leur budget à 5 milliards de pesetas (410 millions de N.F.) Par exemple l'état leur confie la formation professionnelle et ils reçoivent à ce titre $\frac{1}{2}$ milliard de pesetas (41 millions de N.F.).

Parallèlement à cette lutte d'appareils s'inscrit l'intégration dans le clan capitaliste européen.

En Février, à Bruxelles, des négociations s'ouvrent pour l'adhésion de l'Espagne au Marché Commun. En octobre 66 une délégation du "comité syndical européen" (CGT française, CGIL italienne, Trade Unions britanniques, CGSP belge) est allée donner ses conseils officiellement à Madrid aux délégués de toute l'Espagne des commissions ouvrières (en théorie illégales). C'est l'entrée au sérail des syndicats "démocratiques" (du monde "libre" comme du monde "socialiste").

LETTRES

- 1°) "Nous travaillons dans un Grand Magasin huit heures et demie par jour et six jours par semaine. La demi-heure c'est le soir, une fois les portes fermées pour servir les clients restés dans le magasin. L'argument donné par la direction est la récupération des fêtes (officiellement non récupérables). Par l'accord de salaires nous avons eu 30 % d'augmentation. Les patrons ont reculé de deux mois la signature. C'est peu étant donné que le coût de la vie est monté en flèche, mais c'est tout, malgré la bonne volonté de nos délégués pour arracher un peu plus. Après dix années de boîte on arrive à toucher un salaire de 5.500 pesetas (à peine 50.000 A.F.) Les nouveaux salaires provoquent chez les patrons des pleurs, mais ils se rattrapent sur les prix et en profitent pour pousser au rendement. Ils ont même supprimé une petite prime que nous avions après la fête des Rois. A ce propos l'autre jour le directeur a reçu une lettre du Syndicat (à la suite d'une démarche de nos délégués). Il a répondu qu'il n'avait nullement l'intention de la donner puisque c'était une gratification volontaire ... Ici rien n'est arrivé de bien sérieux. Courts mouvements dans les petites entreprises sauf celle de transporteurs dans les docks. Les gens de Madrid ont été beaucoup mieux... En tous cas la confiance est plus grande qu'il y a 4 ou 5 ans peut-être parce qu'on sent que la maison tombe en ruines."

2°) "Il y a ici quelque chose qui bouge mais cette inquiétude ne se cristallise pas en faits concrets. Nous faisons partie d'un corps malade et il est très dur de démarrer avec nos propres moyens. Il arrive parfois que certains conflits sociaux soient provoqués par les patrons comme s'ils voulaient déclencher une répression violente ...
Dans les Asturies 6.000 mineurs ont fait grève non pas pour des salaires mais par solidarité avec des camarades licenciés qui demandaient la réintégration..."

3°) "...Il y a quelques temps la presse annonçait avec de gros titres : "Les tramways de Valencia propriété des travailleurs". On racontait ensuite comment les ouvriers avaient réuni leurs "capitaux" et pris les actions de la Compagnie, se transformant ainsi en exploitateurs de leur propre travail.
Tout allait très bien, tout était très joli, mais la semaine dernière j'ai lu la suite, moins belle (dans le même quotidien) : "Tous les tramways dans le centre de Valencia ont été supprimés... Le maire a conduit le dernier qui circulait par les rues de la cité...". Je suis un peu pessimiste mais il ne semble que tout cela est une escroquerie en règle, et qui peut garantir que bientôt les services ne seront pas supprimés en totalité ? Que vont-ils devenir les ingénus actionnaires ?
... En politique ceux qui s'agitent beaucoup ici sont les "requetés" (partisans d'une branche monarchiste absolutistes et intégristes, sorte de "chouans"). Ils ont sorti une revue qu'ils appellent, sans rire, "Force nouvelle"...
Quelquefois je me demande s'il ne serait pas mieux de tout oublier, en constatant que le seul désir de la majorité des ouvriers ce sont les hauts salaires en sacrifiant les conditions de travail, les améliorations humaines, etc., n'hésitant pas à travailler 12 heures, 14 et plus pour pouvoir acheter le "cohecito" et vivre comme des petits bourgeois..."

4°) Lettre de Madrid (d'un camarade travaillant dans les ateliers des Chemins de fer) :

"... Je n'ai pas beaucoup de nouvelles importantes à te signaler, ou plutôt celles-ci sont devenues quotidiennes et nous sommes familiarisés avec elles... Par exemple 7 camarades, pour avoir réclamé pour tous ce qui était de justice, ont été licenciés pendant 1 mois et demie.
Après de multiples preuves de solidarité de tous les ateliers et beaucoup de démarches de la part de tous, nous avons réussi à les faire réintégrer, toutefois on n'a pas pu éviter leur mise à pied pendant 1 mois sans solde, et leur transfert dans d'autres services de la Compagnie à Madrid.
Nous avons fait une collecte pour compenser les pertes subies par ces garçons. Nous avons aussi adressé au **gouvernement** une pétition signée par tous en demandant des syndicats libres (droit de grève, etc.)
Autre problème très important que nous allons aborder, c'est celui des retraités, parce que certains touchent 700 pesetas par mois (6.000 A.F. environ), c'est-à-dire juste ce qu'il faut pour mourir de faim."

FINANCE

Le tirage d'une nouvelle couverture nous a fait dépenser une bonne partie de notre réserve.

Nous demandons aux camarades :

- de renouveler leur abonnement s'ils se trouvent en retard.
- de verser dans la mesure du possible une contribution pour nous aider à reconstituer cette réserve.

chine

A propos de la révolution culturelle

A travers les récents événements de Chine, deux tendances principales sont apparues dans la bureaucratie dirigeante. L'une qualifiée d'économiste, s'orientait vers la politique russe de coexistence pacifique et vers une économie qui tendait vers moins de restriction dans la consommation des masses, au détriment de l'industrie lourde; l'autre se déclare plus politique qu'économiste, et préconise une politique anti-russe, orientée vers la préparation de la guerre.

Cet éclatement d'un monolithisme apparent est certainement l'effet de l'aggravation du mécontentement des masses ouvrières et paysannes pressurées pour les besoins de l'accumulation du capital et du développement de l'industrie dans un pays pauvre.

La fraction de Mao, après d'être assurée du haut-commandement militaire, a mis en branle la jeunesse des écoles, cette force facilement fanatisée comme nous l'ont appris les expériences totalitaires du 20ème siècle; cette jeunesse a été l'instrument de la fraction maoïste désireuse de liquider ses adversaires aux échelons supérieurs; il n'y a pas eu de "procès de Moscou", mais l'autocritique obligatoire, les humiliations publiques précédèrent des violences sur les adversaires, que Mao ne désavoua qu'après le coup de barre. Les chocs avec les ouvriers et les paysans n'ont pas manqué dans bien des endroits.

Les ouvriers qui demandèrent des augmentations de salaire se virent taxés d'anarchistes et de saboteurs de la production; les paysans qui cherchaient à échapper à l'embrigadement gouvernemental furent taxés de contre-révolutionnaires. Le but profond de la révolution culturelle nous semble consister à amener les ouvriers et les paysans à se serreur un peu plus la ceinture en se nourrissant du petit bréviaire rouge, afin que la bombe H est les fusées soient réalisées le plus rapidement possible sous l'égide de la bureaucratie.

Que n'évoque-t-on pas pour nourrir l'illusion révolutionnaire ? La Commune de Paris, les conseils (sauf sous le nom russe de soviets), mais immédiatement après, quand le mouvement prend tournure pratique, l'armée, la police et les préceptes de Mao sont là pour canaliser dans le sens de l'Etat, ce qui a pu naître de spontané, de révolutionnaire, parmi les masses exploitées.

Remarquons qu'une fois décapitée la fraction adverse, tout doit rentrer dans l'ordre par une alliance des cadres repentis, des "rebelles révolutionnaires (jeunesse des écoles, ouvriers et paysans bien catéchisés) et de l'armée qui a tout le pouvoir de contrôle. C'est un ordre industriel et militaire nécessaire à la ligne maoïste actuelle.

o
o o

La note critique d'un camarade de Paris sur CHINE-USA (ICO Février 67) nous semble ambiguë sur plus d'un point.

On croirait que Mao Tsé-toung a provoqué une troisième révolution en Chine, ou qu'une fraction de la bureaucratie chinoise se met à faire la révolution prolétarienne par l'intermédiaire de la jeunesse des écoles.

Rien que la diffusion du petit livre rouge comme bréviaire et talisman est significative de l'embrigadement de l'esprit par l'"état-major de la pensée de Mao" (affiche). Il n'a pas fallu attendre le coup de barre donné par Mao dès que le mouvement s'est répercuté chez les ouvriers et les paysans, pour discerner son caractère fondamentalement contre-révolutionnaire.

Embryon d'Etat nouveau ? Nous ne voyons pas en quoi consiste la nouveauté de cet Etat qui n'est autre que ce qu'il fut en Russie, un appareil de coercition et de répression aux mains de la bureaucratie du capitalisme d'Etat. Nous attendons la définition de cet Etat nouveau dans lequel l'esclavage du salariat et l'exploitation des paysans ne diffèrent que formellement d'avec les bases de la société abolie. De même les galons des officiers ont eu beau disparaître, les maréchaux et les généraux existent toujours et sont le rempart militaire de la révolution culturelle. Quant à l'éducation des masses, qui tend à faire pénétrer en elles l'esprit d'efficacité capitaliste, en quoi peut-elle représenter pour nous quelque chose de positif ? On honnit Confucius, mais les vertus confucéennes telles que la piété filiale, et la fidélité au seigneur, ne sont remplacées que par l'obéissance aveugle à la nouvelle caste bureaucratique maoïste.

En Russie, dit l'auteur, "le démarrage de l'essor industriel a eu pour slogan: 'les cadres décident de tout'; dans la Chine actuelle, autant qu'on sache, ce mot d'ordre a disparu à peu près, comme les galons des officiers". Nous rappelons que le bond en avant et les communes populaires n'ont pas surgi des usines et du fond des campagnes; dans un pays de capitalisme d'Etat, où la production est planifiée par la bureaucratie, nous ne voyons pas comment les ouvriers et les paysans ont leur mot à dire. Si dans ces circonstances, certains ont pu se faire des illusions et former spontanément des organisations en dehors de l'initiative commandée ou directement inspirée par Mao et ses acolytes, ces organisations ont été condamnées par Mao, qualifiées d'anarchistes, etc.

PUBLICATIONS

Publications en Espagnol

La Escuela Moderna n°s 16 & 17 F. ALVAREZ Ferreras 3rd Av SW Calgary Alberta Canada

Boletín de Información Libertaria (Libertaires Cubains en exil) Janvier 67

PO BOX Riverside Station Miami - Florida 33135

"ESPOIR" Nos 265 à 272 CNT Bourse du Travail Place St Sevrin 31 TOULOUSE

Dans le n° 269 Frederica Montseny insiste lourdement contre les allemands avec des "idées comme celles là"... la triste réalité est que le peuple allemand, les allemands considérés collectivement se trouvent à leur aise uniquement quand ils sentent sur eux un pouvoir "fort", une discipline, quand ils peuvent obéir à une voix de commandement... Comment peut on appeler cela ? Pour nous c'est du racisme..

PRESENCIA n°6 - L. Pasamar, 24 rue Ste Marthe, Paris. X

La nouvelle loi organique - Les bases USA en Espagne. Et interessante entrevue avec Cipriano Mera.

RUTA N° 52 & 53 Jeunesses Libertaires - Caracas Venezuela.

"L'ENCYCLOPEDIE ANARCHISTE" va être traduite et éditée en espagnol et rééditée en français
Pour tous les renseignements s'adresser à Vicente Sierra-
Apartado 9527 (Catia) Caracas - Venezuela.

ANGLETERRE

SOLIDARITY - N°4, VOL 4; Correspondance Ken Weller Garden Flat 49 Knollys Rd London
Une analyse d'une lettre ouverte envoyée au CC du PC polonais par des socialistes faisant partie du mouvement communiste socialiste polonais et de l'Université populaire de Varsovie. Un article sur la victoire de King Hill KH est le nom d'un hotel ou avaient été logées des familles sans abris, mais pour mieux les tenir, et faciliter la reprise en mains, seuls les enfants et les femmes étaient acceptés, les maris restant en dehors. Situation symbolique de ce genre d'Hotel dans toute l'Angleterre. Les actes de désobéissances civiles menés par les intéressés et leurs amis viennent d'aboutir par la réintégration des dans les familles.

On retrouve un article d'ICO sur la crise de la CNT.

Solidarity vient de publier une brochure contenant un texte de Paul Gardan "La crise de la société moderne". Suits Page 28

France des travailleurs

JEUMONT - SCHNEIDER

Saint-Denis (banlieue de Paris) - Construction électrique.

Pendant la campagne électorale, les revendications ont été mises en sourdine. Par contre on a eu droit à un tract incendiaire contre les candidats trotskystes (tendance Posadas) qui étaient venus distribuer des tracts à la porte de l'usine et au marché de St-Denis.

La direction annonce 2% d'augmentation avec une nouvelle modification de la grille des salaires qui accroît l'interpénétration entre des sous-catégories multipliées à l'infini.

Pratiquement pas de protestations, seulement un tract commun CGT-CFDT et un autre tract CGT qui s'aperçoivent avec 3 mois de retard que les accords signés par F.O. le 29 novembre 1966 avec le patronat de la métallurgie parisienne ont fixé des minima supérieurs aux minima réels de sorte qu'il faut faire obligatoirement une partie de boni pour atteindre le minimum (convention collective) de sa catégorie. De plus, la part de boni varie suivant les catégories pour atteindre ce minimum : de 9% pour un P₃ à 17%

salaire minimum garanti de
l'accord du 29.II.1966

M ₁	2,65
M ₂	2,73
OS ₁	2,82
OS ₂	3,01
P ₂	3,36
P ₁	3,75
P ₂	4,16

(salaires horaires auxquels s'ajoute le boni (30%).

pour un OS₂ et 20% pour un P₁.
Les syndicats ont envoyé une lettre respectueuse à la Direction demandant "l'ouverture de nouvelles discussions" et demandant que les nouveaux minima de l'usine incluent une garantie de boni de 8% par rapport au minimum ci-contre.

Tout ceci se passe dans l'indifférence la plus complète. Même l'atelier qui depuis un certain temps réduisait systématiquement le boni a laissé tomber toute lutte ...

Tract de la Fédération Seine-St-Denis - Cellule Jeumont (mars 1967) prenant la défense des mensuels : "qu'ils soient dénommés "collaborateurs", les mensuels sont des salariés comme les autres. Avec eux ils ont de nombreuses revendications communes...

et des ingénieurs : une page de comparaison sur l'imposition d'un ingénieur (gain familial annuel 4 millions et demi d'anciens francs) et d'un "oisif qui a vécu de ses dividendes

IMPRIMERIE

Labour Presse (50 ouvriers - Paris)

Dans les assemblées syndicales se font jour des inquiétudes au sujet de l'automatisation qui entraînerait des licenciements et des transferts. Perspective de futures bagares ?

Nous allons pour une fois céder à l'anecdote, les faits qui suivent n'ayant peut-être pas un rapport direct avec les luttes ouvrières, mais l'anecdote n'est-elle pas parfois particulièrement significative.

En deux mots, voici les faits : le secrétaire général de la fédération du Livre (CGT) Maurice Lafond, a été "viré" de son poste après seulement deux ans de bonze-et-loyaux services, alors que son prédécesseur l'illustre EHMI

avait trône un bon paquet d'années (on ne sait plus combien !) à la tête dudit syndicat. En disant "seulement", pas question pour nous de regretter la relative brièveté du temps de secrétariat de Lafond et on serait plutôt pour une rotation des responsabilités que pour le secrétariat à vie, bien sûr, mais les circonstances dans lesquelles Lafond fut nettoye méritent, selon nous, qu'on s'y arrête quelque peu.

En effet, au début de l'année l'organe fédéral "l'imprimerie française" informait laconiquement les syndiqués que le "comité fédéral n'avait pas cru devoir renouveler sa confiance au camarade Lafond", un point c'est tout. Pourquoi le secrétaire général, qui fut l'adjoint direct d'Elmi pendant 10 ans, était-il brusquement remercié (comme on dit) et remplacé par Besnier ? Mystère et boules de gomme ! Car enfin pendant tout ce temps, on aurait pu se rendre compte de la "valeur" du Lafond, même s'il se fondait dans l'ombre de son auguste patron-secrétaire général (rappelons que simultanément à sa fonction syndicale, Elmi dirigeait une imprimerie, ô lutte de classe !). Bref, la masse des syndiqués restait non informée et "l'imprimerie française", toujours elle, nous apprenait seulement dans son n° de février que le remplacement de Lafond n'est qu'une "péripétie" sur laquelle il ne convient pas de trop s'attarder ... Pour sa part, le signataire de ces lignes, inscrit au syndicat des correcteurs de la région parisienne, devait attendre l'assemblée générale de son syndicat - qui se réunit trimestriellement - pour avoir quelques lumières.

Le 25 février, en effet, face aux vives questions, en forme de protestations, de maints camarades de l'assemblée reprochant le manque total d'informations donc la désinvolture avec laquelle on traite les syndiqués, nos "instances" ont, du bout des lèvres, révélé que Lafond fut à la fois viré pour incompétence notoire dans son poste, désinvolture (lui aussi !), déclarations opportunistes, absence totale de sa notion de responsabilité et, pour couronner le tout, ivrognerie ! Comme certains s'étonnaient qu'on ait pas précisé, dans les organes officiels, les griefs faits à Lafond, il fut répondu que "les patrons lisaient aussi nos bulletins et ainsi de telles informations risquaient de nuire au syndicat", tel quel.

Pour les camarades ignorant encore la cuisine dite syndicale, il faut dire que de telles déclarations ont de quoi doucement rejouer le militant moyen car il est de notoriété publique que patrons et bonzes syndicaux ont de fréquents rapports et cassent la croûte assez souvent et très officiellement ensemble, entre deux "lutttes acharnées et victorieuses", bien entendu. (des sortes de trêves, quoi, comme au Vietnam). Pour être au courant, donc, les patrons sont au courant et n'ont nul besoin de lire nos canards ...

Des camarades firent également remarquer que ce n'est pas en cachant les choses qu'on montre sa force et que la véritable démocratie ouvrière est de précisément tout dire ; dans l'exemple en cause, le silence autorise toutes les interprétations, tous les ragots. Un militant vint même à déclarer, sans être contredit, que Lafond ayant été en mission officielle en Espagne et devant, plus discrètement, prendre contact avec des résistants antifranquistes, s'était répandu dans les troquets de là-bas en dégoisant à la cantonnade (in vino veritas !) sur ce qu'il venait réellement faire : ce qu'on appelle, somme toute, un militant conscient et organisé.

Finalement, une motion fut proposée par un vieux camarade, dénonçant les méthodes conspiratives employées dans l'affaire Lafond, le quais-mépris dans lequel est tenu le militant de base question information, et demandant que de pareils faits ne se renouvellent point. Sachant parfaitement le sort réservé aux motions, et devant les protestations d'un grand nombre de syndiqués, on pensait que les correcteurs CGF accepteraient au moins la motion proposée à leur assemblée, ceci les engageait à si peu de chose ... Eh bien, même pas ! une grosse moitié de la salle repoussait la motion et les correcteurs, militants d'avant-

garde et héritiers d'une tradition qui, que, etc., ont joué à l'autruche. Surtout pas de vagues et continuons à roupiller. Les bonzes des syndicats peuvent continuer à tenir la "base" pour pietaille indigne d'être seulement informée, celle-ci approuve. A part ça, bonne chance à ceux qui pensent, encore et toujours, qu'un boulot est à faire en un tel milieu.

TRAVAUX PUBLICS

Montereau (70 Km de Paris)

Une usine de 260 ouvriers (plastiques) annonce sa fermeture ; le bruit court de la fermeture d'une miroiterie (40 ouvriers). 300-350 chômeurs en perspective pour une ville de 20.000 habitants, cela crée un profond malaise et de nombreuses discussions.

RENAULT

Billancourt.

"Joie et enthousiasme se lisaient dans les yeux de tous lundi matin. On avait tous passé un bon dimanche. Inutile de chercher ce qui nous procurait le plus de satisfaction, du succès éclatant de la gauche" . Ainsi débute le tract distribué à l'embauche à 6 h 30 le lundi 13, par le P.C.F., section Renault (et daté du 13.3.67). Un peu trop fortiches pour lire dans nos yeux d'avance. C'est pour ça que le mardi 14, on a eu droit à nouveau au même tract, mais daté du 14.

Dans un nouvel atelier (95 % de professionnels - majorité PC & CGT), ça discute ferme sur les élections "maintenant, on va pouvoir espérer quelque chose ... on est en force à la Chambre, on va pouvoir aiguiller la force des travailleurs pour soutenir nos représentants ..."

Pour passer magasinier, il a fallu passer un véritable examen : 4 opérations, tout un interrogatoire qui se voulait innocent sur ce que je lisais, si j'allais au cinéma, sur les gardiens de l'usine, sur mon "avenir" de mensuel, etc...

Tout le service des forges est transféré : les forges à chaud à Mulhouse (usine Peugeot), les fonderies à Lorient ; par contre la frappe à froid de Billancourt reprend des services Peugeot. Tout ça semble calculé pour mettre telle fabrication là où la main-d'oeuvre est la moins chère. D'autres secteurs (caoutchouc, décolletage) sont aussi partants. Mais on continue à embaucher. Il y aurait des remous à l'usine de Flins. Mais sur tout ça, chacun se pose des questions ; silence des délégués, de la direction : on ne sait rien.

MATERIEL D'IMPRIMERIE

Paris - 100 ouvriers

Les consignes syndicales de grève sont toujours strictement suivies. L'influence PC-CGT se retrouve dans les illusions électorales de la plupart des ouvriers qui votent pour le PC. Les mensuels, bien que de mentalité raciste et chauvine, font de même, par réaction contre la politique gaulliste.

Les salaires sont bloqués. La direction préfère laisser partir les anciens plutôt que d'accorder les rallonges et embaucher de nouveaux moins qualifiés. Le mouvement de va et vient permet de regagner en productivité ce qui est perdu en qualification ; aussi d'accroître au besoin les heures supplémentaires (le plafond "légal" récent de 54 h n'est pas respecté). Ce qui se concilie parfaitement chez les membres du PC avec les campagnes pour les réductions d'horaires.

ENERGIE ATOMIQUE

Saclay - Banlieue de Paris.

I.C.O. a déjà parlé des femmes de ménage surexploitées par un négrier qui finalement fut condamné à leur verser 40 millions d'indemnités (voir I.CO. n° NOV 65)

Il les a versé mais en retenant la sécurité sociale (2 millions et demi) et il a fallu un nouveau jugement pour le contraindre à rembourser ce qu'il avait retenu.

La période de recherche fondamentale en matière atomique étant terminée, la conversion en recherche industrielle entraîne une réorganisation de tout le système d'ou des luttes de clans à l'intérieur de toute la bureaucratie du centre : c'est une véritable avalanche de circulaires ...

Les syndicats voudraient mettre leur nez dans le comité d'oeuvres sociales ; ils revendiquent un comité d'entreprise qui n'existe pas au C.E.A., organisme d'état (15.000 employés)

LES JEUNES A L'E.D.F.

De nouveau, la grande organisation syndicale CGT qui contrôle activement l'ensemble des activités sociales de l'EDF, vient de publier un tract adressé aux jeunes travailleurs et employés. Son contenu essentiel analyse rapidement le processus d'évolution des syndicats et appuie sur le rôle effectif qu'ils jouent dans toute société moderne. Ce tract présente comme acquise la plupart des revendications que la commission des Jeunes a présenté aux directions régionales. La charte revendicative, adoptée lors de la Conférence Nationale des Jeunes de l'EDF (20-24 février 1967) ne peut être envisagée que comme poursuite de l'action engagée par le G.N.C. pour la justification de la hiérarchie sociale. Elle reflète aussi fidèlement que possible les préoccupations technocratiques très vivaces actuellement, et pour lesquelles toutes les organisations syndicales sont prêtes à se battre, mais au seul niveau des discussions et des délégations.

Le sommaire des revendications pour les jeunes peut être ainsi résumé :

- embauchage en cat. 4 et passage en 5 dès confirmation dans les postes d'ouvriers et employés qualifiés.
- Orientation des jeunes dans les services en fonction de la spécialité et des études
- Passage en cat. 6 des jeunes possédant des connaissances au brevet de technicien.
- Facultés à accorder sur les heures de travail pour les cours de perfectionnement.
- création de cours de perfectionnement pour tous les niveaux pendant les heures de travail.
- Obtention d'heures payées pour pratiquer un sport etc etc..."

Sur le plan pratique des organismes mixtes, composés pour moitié de représentants patronaux et pour autre moitié de bonzes syndicaux prendraient en examination les cas individuels. Ce sont eux qui statueront et sanctionneront ; cette "législation" renforcera l'obligation de se syndiquer et les syndicats augmenteront leur puissance au sein des Centres d'Exploitation. Cette "solution intelligente" permettra à l'administration bureaucratique des syndicats de faire admettre aux travailleurs la répartition hiérarchique de la production. Pour appliquer à la production les progrès techniques, la direction nationale est, depuis une dizaine d'années, contrainte de fonder et de développer un important réseau d'écoles professionnelles (Tulle, Lyon, Versailles, Nanterre, Gurcy-le-Châtel).

Dans ces établissements de spécialisation, on vulgarise l'enseignement rationnel afin de permettre l'accroissement de la productivité, et de faire face aux problèmes complexes soulevés par l'exploitation d'unités de production et de distribution. Ces instituts modernes, adaptés à l'évolution même du capitalisme, fournissent un corps de "fonctionnaires en livrée", instruit et capable de réaliser la gestion de certains services ou districts. Ainsi pénétrés de respect à l'égard de la hiérarchie sociale, et imbus d'admiration pour la "réussite" un grand nombre de jeunes gens ne désespère pas de sortir très rapidement du rang. Le syndicalisme est parallèlement le moyen le plus radical de s'élever

dans cette hiérarchie, permettant d'échapper au travail douloureux et sans éclat. Il est particulièrement sensible que les notions de "culture populaire" surgies dans les milieux de la "résistance" aient connu une réelle et rapide mise en place dans le secteur nationalisé, parce que sa véritable place dans la société lui est entièrement assignée comme autre forme d'aliénation.

Maintenant les syndicats qui vont pouvoir mieux faire assimiler la morale de la production aux jeunes ouvriers donneront toute garantie aux directions de mettre fin aux allures paresseuse et désintéressée des travailleurs de leurs entreprises.

LIAISONS

Réunion des camarades de Paris - 18 mars 1967 - 21 présents.

(Assurances, Banques, Employés divers, Energie Atomique, Enseignement, Etudiants, Etudes de marches, Imprimerie (labour), Jeumont-Scheider, Metallurgie, Renault, Travaux Publics) - 3 excusés.

- 1 - Information d'entreprise : voir "Les travailleurs en France".
- 2 - Correspondance : lettres de Besançon, de Lyon, de Hollande, d'Allemagne, de Belgique.
- 3 - Prochaine reunion : Samedi 22 avril 1967
heure et lieu habituels.

(La réunion ayant dû être interrompue brusquement et prématurément aucune discussion n'a pu avoir lieu).

correspondance

D'UN CAMARADE ALLEMAND (Essen)

Aujourd'hui je vous joint quelques imprimés de notre "cher parti fasciste NDP".

Il y a une semaine ledit parti faisait beaucoup de propagande, des voitures avec des hauts-parleurs sillonnaient les rues et invitaient la population à participer à un meeting pour lundi, le 6 mars à 20 heures dans la salle communale d'Essen.

Je n'y rendais, payais son dit 2 marks, et prenais place. Petit à petit la salle se remplissait. Et un peu après 20 heures le premier orateur montait à la tribune. A peine avait-il prononcé quelques mots qu'un ouragan de protestations se levait. Des centaines de jeunes se levaient et criaient : BUI, NAZIS, ARRETEZ ! REMETTES CHEZ VOUS ! REICHSSCHLUNGSLEITER en choeur, l'orateur continuait mais personne ne comprenait un mot. Les ORDNIERS, un nouveau service SS, essayaient de se montrer digne de leur rôle et essayaient de bouter dehors les crieurs, mais des batailles corps à corps s'ensuivaient. Et comme finalement personne ne bougeait, les SS cherchaient la police qui était dans le couloir. Au lieu de mettre à la raison les fascistes, elle tapait sur les nôtres cette police social-

démocrate. Mais malheureusement nous n'avons pas eu le dessus car nous étions à peine un quart de la foule, mais nous pouvions tenir jusqu'au bout de la réunion.

Cette manifestation a montré que l'opposition existe, mais que le plus grand nombre des gens sont pour les fascistes. On m'a menacé qu'au bout de deux ans on serait assez fort pour agir et me faire mon compte. Aun fasciste qui voulait tirer un pistolet, je disais : "Si tu tire ton flingue, je te ferais sortir comme cadavre d'ici, nous vous connaissons. Nous avons subi le fascisme et nous ne nous laisserons plus faire". Il a quand même eu la prudence de ne pas tirer.

Ce parti NDP va continuer d'agir et si l'on se rappelle qu'Hitler a débuté avec 7 membres et est devenu une organisation de masse. Là il faut faire gaffe et agir avant et pas après.

D'UN CAMARADE DU MIDI

Lendemain d'élections. Les officines de sondage perdent la face après avoir triomphé au premier tour. Enseignement plutôt pessimiste : ces pauvres couillons de Français, jeunes et vieux, croient au suffrage universel, à la démocratie bourgeoise, au parlementarisme, etc... pas de doute : participation à 80%, participation aux combien de décrets etc... Mais celà n'empêche pas les grèves (Dassault, Rhodiacète.

Le P.C.F. ne triomphe que lorsqu'il s'affirme plus réformiste que jamais : Front Populaire, Résistance et après guerre, la "Gauche" de maintenant. La France n'est décidément pas "le chaînon le plus faible des pays capitalistes". Nous le savions, mais c'est quand même peu réjouissant.

(En raison de la place prise par d'autres rubriques, nous avons laissé de côté plusieurs lettres qui figureront dans le prochain bulletin).

DISCUSSION

Lors de la réunion du 25 février, une discussion a été engagée avec les Camarades de la Voie (D.P. n° 21 - 77 LAMV) sur les syndicats et l'action dans les entreprises. Voici la position exprimée par ces camarades. Les réponses des camarades d'I.C.O. seront dans le prochain bulletin.

On peut ainsi schématiser notre position sur le sujet en question :

1 - Les syndicats dans les pays capitalistes avancés sont l'expression de la première prise de conscience anticapitaliste. En conséquence leur rôle politique est limité et ambigu, d'autant plus que l'emprise des partis traditionnels y est plus nette. Comme les syndicats ne constituent qu'une minorité dans la classe ouvrière, il importe en de périodes historiques précises (conflits violents) que nos organisations soient dépassées.

2 - La contestation et la critique de la ligne politique et la pratique des syndicats est une première étape permettant de regrouper les militants ouvriers. Mais il n'est pas possible de laisser les travailleurs réagir

au jour le jour sans les amener à se définir des perspectives. La critique radicale des méthodes de lutte et des revendications proposées n'empêche nullement de participer aux activités syndicales (principalement CGT).

3 - Les mouvements spontanés ont leur importance mais ils n'aboutiront à rien s'il n'y a pas coordination entre divers militants de diverses entreprises. Cette coordination ne sera efficace que si les mots d'ordre des différents mouvements convergent. Cette coordination n'est cependant pas une panacée, elle ne résoudra pas toutes les contradictions actuelles. Il s'agit beaucoup plus d'un objectif permanent qui nécessite à plus long terme une organisation politique révolutionnaire.

4 - Les thèmes revendicatifs à développer pourraient être principalement :

- lutte contre le chômage et exigence des garanties indispensables (les entreprises touchées par le chômage -partiel et total- permettent d'intégrer à la lutte ouvrière tous les ouvriers de ces usines)
- lutte contre la hiérarchie des salaires (augmentations uniformes)
- lutte contre la division horaires-mensuels en exigeant la mensualisation.
- retour immédiat aux 40 heures.

Ces thèmes sont à discuter dans des réunions d'ateliers. Bien que parfois reprises par les syndicats, elles mettent en évidence les limites de la pratique syndicale actuelle et offrent la possibilité de dépasser les centrales dans l'action.

5 - Vu la dispersion des différents groupuscules dans le présent, la phase d'information et de correspondance est nécessaire. Mais un tel regroupement ne peut déboucher sur autre chose que des clubs de discussion, que s'il prépare l'avenir, c'est à dire s'il intervient et prend position sur les conflits actuels pour montrer la carence des organisations ouvrières et le très bas niveau de la conscience de classe.

Regrouper des militants et les ouvriers en rupture avec les centrales syndicales n'est valable que si l'on a présent à l'esprit : -

- les limites de ce regroupement du fait de la non existence d'une organisation révolutionnaire
- la contribution qu'il peut apporter à la naissance d'une telle organisation.

De plus il n'est pas question de se substituer aux militants. A eux de se réunir pour faire la synthèse de leurs expériences et tirer les leçons politiques des échecs inévitables à l'heure actuelle. Les informations échangées prennent tout leur sens si on se propose de définir une ligne d'action concrète commune.

SUITE PUBLICATIONS

FREEDOM Janvier 1967 - Freedom Press 17 à Maxwell RD LONDON S W 6

Publie un texte de base d'une campagne contre le faux patriotisme du régime franquiste, qui a avorté du fait de l'arrestation d'un groupe de jeunesse libertaire qui avait voulu kidnapper l'ambassadeur US à Madrid.

Un article sur l'effort de réunification des Partis trotskystes aux USA et des mésaventures arrivées à l'un des leaders qui voulut, parce que fatigué aller se coucher au milieu d'une réunion, et qui ensuite refusa de faire son autocritique pour avoir accompli un acte petit bourgeois.

Groupe des ASSURANCES GENERALES - 1967.

Le fait de travailler dans une société d'assurances nationalisée depuis 20 ans ne nous met pas à l'abri de tout ce que subissent les travailleurs de partout. Depuis plusieurs années, notre condition d'employé change rapidement:

- l'automation: a bouleversé les méthodes de travail, apportant à une minorité (10%) meilleurs salaires et travail plus intéressant, à une majorité (90%) des travaux plus routiniers, plus fatigants et modifiés constamment. Et ce n'est pas terminé. Les ordinateurs actuels sont à peine en service et loin d'être mis au point que déjà l'on met en place un service pour étudier le suivant (5B.M.360) qui bouleversera à nouveau le travail et qui fera mettre au rencart toute une génération d'employés.

- la concentration: de six ou sept sociétés en un groupe unique avec le plus possible de services communs et une direction commune a permis une rationalisation du travail. Les nouveaux dirigeants tentent d'appliquer - sans nous le dire bien sûr - les méthodes modernes de domination des travailleurs (catégories infinies de salaires, compétition entre les employés, quantité de travail de plus en plus grande, etc..)

- le transfert permettra avant tout de "rationaliser" et d'automatiser dans des locaux "modernes". C'est-à-dire que nous devons donner encore plus de travail en étant plus étroitement surveillés. Quel que soit le lieu où il se fera, en plus des bouleversements de notre vie, il faudra compter avec une intensification du travail.

On pourrait donner beaucoup de détails sur tout cela mais ce que nous devons comprendre:

- c'est que notre vie d'employés que certains croyaient sûre et stable est aussi peu garantie que celle de n'importe quel travailleur,

- c'est que "être moderne" signifie pour la plupart d'entre nous, plus de travail, plus de fatigue, moins de liberté, une existence passée à faire des choses ennuyeuses et sans utilité, sauf gagner un salaire bien médiocre pour la plupart.

Le progrès de l'automation dont on nous disait merveille il y a quelques années débouche aujourd'hui sur quoi? Il n'y a qu'à regarder:

- à côté d'une réduction très lente vers les 40 heures, l'apparition du travail en équipe, du travail de nuit sur l'ordinateur, le maintien des heures supplémentaires du soir et du samedi dans certains services, une transformation profonde des méthodes de travail pour "accroître la productivité" c'est-à-dire notre fatigue et user plus notre santé.

- à côté de salaires plus élevés pour quelques catégories très limitées (automation, primes plus élevées à l'embauche) une pression pour limiter la progression des salaires (salaires des nouveaux bloqués pendant plusieurs années, baisse systématique des notes, rétablissement des catégories inférieures à 200, etc..)

- en plus l'incertitude de l'avenir à cause du transfert et du lancement d'un nouvel ordinateur.

- un chamboulement systématique dont le plus clair résultat est présentement de créer presque partout des retards de plusieurs mois qui doublent le travail sont cause d'incessantes réclamations, créent une tension et une fatigue plus grande. Jamais on n'a tant parlé d'organisation, et jamais dans tous les services on n'a eu autant l'impression que ça marchait aussi mal.

Qu'importe la fatigue de ceux qui travaillent : les vieux sont malades, les jeunes s'en vont quand ils voient ce qu'on exige d'eux pour la paie qu'on leur donne. Mais toute une bureaucratie nous domine et pense que la machine les traités d'organisation du travail et l'action psychologique résoudront tout. La mentalité bureaucratique est installée partout. Il y a des dirigeants pour penser, prévoir, régler tout jusqu'au moindre détail sur le papier et des exécutants pour obéir. Cette mentalité elle est partout, à la direction, chez les cadres, chez les employés eux mêmes qui acceptent d'être traités comme des machines, chez les syndicats qu'comme les dirigeants de l'entreprise règlent tout par en haut sans l'avis de personne.

Il n'y a qu'à regarder autour de soi pour voir la fatigue, l'inquiétude, l'amertume, la nervosité de chacun. Les anciens parlent de leur dégoût des conditions dans lesquelles on leur fait faire leur travail et ne pensent qu'à une retraite plus ou moins lointaine. Il n'y a qu'à ouvrir le Jag pour voir que chaque mois 50 nouveaux viennent remplacer 50 partants... 600 nouveaux par an sur 3000 - 20% au moins des employés. Encouragés par la montée bureaucratique et par leurs ambitions, des cadres hauts et petits retrouvent sous des mots nouveaux les vieilles brimades de toujours ou les promesses séduisantes pour attrape-nigards. On n'en finirait pas d'en citer. Qu'y a-t-il à faire ?

Se défendre individuellement d'abord comme le font la plupart même en ayant l'air d'accepter. Cela chacun le fait avec les moyens à sa disposition.

Se défendre collectivement. C'est ce qu'ont fait les dactylos d'un central qui ont obtenu un salaire minimum de 800 F par mois sous la menace d'un débrayage. C'est ce qu'ont fait les employés du courrier qui ont débrayé et ont tous envahi le bureau du chef de division pour demander l'embauche de nouveaux employés et des primes : c'est à dire la réduction des cadences de travail. C'est ce que peuvent faire beaucoup d'autres s'ils savent voir quel est leur véritable intérêt et comment le défendre.

Pour tout cela, nous sommes bien seuls en face de tous ceux qui dirigent organisent, décident du travail, des conditions de travail, des salaires, dans leur seul intérêt de dirigeants. Les rivalités des employés de diverses compagnies, celles entre syndicats, celles entre nouveaux et anciens ne tiennent guère lorsque nous avons ainsi en face de nous tous ceux qui profitent de notre travail.

SUITE PUBLICATIONS

DIRECT ACTION Syndicalist Workers Federation 54 Cumberland Rd London E, 17
Des articles presque tous dirigés contre la politique de Wilson et un sur les heurts entre ouvriers et Maoïstes en CHINE.

U.S.A.

INDUSTRIAL WORKER Dec 66 2422 N Halstd St Chicago ILL 60614

Un article décrivant la situation des travailleurs saisonniers agricoles, situation qui n'a pas changée depuis les livres de John Steinbeck.

SPEAK OUT Facing reality Publishing Committee 14131 Woodward AV. DETROIT.
un rapport extrêmement intéressant sur les révoltes d'étudiants au Mexique. un article sur l'influence de F. Cony sur le socialisme américain. Parti de la contestation radicale d'extrême gauche, F.C. en est arrivé à l'appui inconditionnel après la dernière guerre. Il a été important par son action dans l'organisation puis la désorganisation de la gauche révolutionnaire américaine.

AUSTRALIE

PEACE PLANS N° 8 C'est une sorte d'Encyclopédie des choses de paix qui contient des définitions de notions telles que "Fraternisations massives de soldats au front, la justice musumane, usage pacifique de l'atome.

THE ANARCHIST P.O. BOX 1389 Sydney South NSW

Un article sur des manifestations anti militaristes avec une curieuse information dans le Queensland (COMTE) ou il faut pour manifester, donner un préavis de 40 jours et prendre un permis de manifester (Cout 1\$) par personne.. Cela devrait être propagé en France....

rien peu d'informations ouvrières dans tous les bulletins ou journaux qui pourtant se parent du titre "ouvrier" : que la grève des docks de Marseille (Voix Ouvrière - n° 72 - 29 rue de Château Landon - Paris Xème), dans l'Humanité Nouvelle (26-I-67) ; pour le reste quelques informations dispersées et limitées. La Voix Ouvrière de Cockorill Ougréo (n° 41 - décembre 66 - Rorive -57 rue Marcel Rémy -Grivegnée -Belgique) est un mélange d'informations sur cette entreprise et de polémique avec les syndicats. Unité Ouvrière (n° 2 -février 67 - Calbau -75 Avenue Gilbert -Bruxelles) parle de la "crise" de la sidérurgie en Belgique. Dans Lutte de classe (Renault -73 rue Blanche -Paris) articles sur Chaix-Desfossés et les docks. Par contre, il y a d'abondants commentaires sur les syndicats et les manifestations syndicales ; c'est le jeu habituels des organisations qui se disputent la classe ouvrière par des surenchères de toutes sortes ; cela va des événements de boîte jusqu'aux élections :

- les postiers entre la stérilité "périodique" et la soumission permanente (le Prolétaire -BP 375 Marseille Colbert - n° 10)
- les événements d'Espagne (Pouvoir Ouvrier n° 82 -janvier -février 67 - 22 rue Léopold Bellan - Paris 2ème), Voix Ouvrière (n° 72 et 75), l'Anarcho-syndicaliste (n° 63 -janvier 67 - Gatiniau - St Florent les Niort 79)
- la manifestation du 11 février, avec des échos plus ou moins sérieux, plus ou moins déli- rants, dans presque tous ces bulletins, la palme revenant incontestablement à Informations Ouvrières (39 Faubourg du temple - Paris 10ème)
- les élections législatives : pour Informations Ouvrières et Révoltes (du même groupe trotskyste - BP 122 - Paris 1er), deux candidatures "ouvrières" trotskystes sont l'occasion d'une de ces savantes manoeuvres publicitaires ; pour l'instant, on en est à l'appel pour le respect de la liberté de réunion pour le respect des libertés démocratiques ("ouf) dans le quel on retrouve tous les "minoritaires habituels des syndicats (y compris des anarchistes défendant ainsi la farce électorale) et à la formation de groupes "L.T.O.L.P." (lire "les travailleurs ont la parole"), nouvel organisme de pêche en milieu ouvrier. Voix Ouvrière est plus nuancée ; abstention tant qu'on n'a pas "un parti qui a pour programme l'action directe de la classe ouvrière avec ses armes propres (et) se sert du scrutin pour mesurer son influence, pour convaincre les hésitants" ; autrement dit, on recommence l'histoire d'il y a 50 ans ou même 100 ans, vieilles discussions dans le mouvement socialiste avec les suites que l'on connaît dans les partis socialistes, communistes et dans un autre domaine dans les syndicats (V O 7 février 67- n° 75). Inconséquence de Pouvoir Ouvrier (n° 82) qui justement dénonce le parlementarisme mais s'enfonce dans le syndicalisme : une "politique ouvrière sur une ligne de classe" n'est pas plus possible à travers les syndicats qu'elle ne peut être réalisée ou même propa- gée à travers le cinéma électoral. Même contradiction dans Le Monde Libertaire 3 rue Ternaux - Paris XIe - n° 128 -Janvier 67). Voir aussi Le Prolétaire (n° 10)

De nombreux articles sont consacrés à la Chine, avec souvent des interprétations différen- tes ; nous les énumérons simplement :

Le Monde Libertaire (la Chine à l'heure du tapage), Pouvoir Ouvrier (article substan- tiel sur "la Chine en crise"), Informations Ouvrières (la Chine va-t-elle ébranler le monde et "la révolution politique a-t-elle commencé?"), Voix Ouvrière (dans chaque numéro) l'Humanité Nouvelle (Bas les pattes devant la Chine)

Parmi d'autres publications, nous avons relevé :

- curieuse polémique "marxisme et anarchisme" dans Cahiers de l'Humanisme Libertaire (janvier 67-Ottié 21 rue des Mathurins -Bièvres)
- intéressant article "la syndicalisme dans notre civilisation" analyse de la situation actuelle (la révolution prolétarienne- 21 rue Jean Robert Paris 18e n° 524-février 67)
- L'agriculture de groupe -Révolution dans les campagnes bretonnes -les groupements agricoles d'exploitation en commun (la peuple breton BP 103 - Rennes)
- l'Amérique à la chasse aux pauvres (perspectives syndicalistes 8 place Boussergent Paris 10ème - n° 27 -février 67)

Autres publications reçues : La Voie (BP 21- 77 Lagny), La Voie de la Paix (Bauchot -14 Villers sur Mer), Le Musée du Soir (Berteloot, 27 rue de l'éternité -42 St Etienne) L'Ecole Emancipée (Le Brozec - 22 Perros Guirrec) Contre Courant (Louvot 24rue P Laroux-Paris) Cahier des Mois de Han Ryner (3 Allée du Château -93 Les Pavillons sous Bois)

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action il constitue le point, d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I. C. O. chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un état moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons par des liaisons internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène à travers les problèmes actuels à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'état, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'état et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leur fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e

Abonnement : **Un an - 12 numéros : 6 F.**

Versements : **I.C.O., c.c.p. 20.147-54 PARIS**

ROENOTE à l'adresse ci-dessus - Le Directeur de Publication **P. BLACHIER**.